

# Brennpunkt

oct<sub>14</sub>  
nr. 284

## Drëtt Welt

2<sup>e</sup> ÉDITION DU BAROMÈTRE DE LA COHÉRENCE FAIR POLITICS  
KOOPERATION MIT BURKINA FASO AUF DEM PRÜFSTAND  
**L'AFRIQUE DE L'OUEST CONTRAINTE D'OUVRIR**  
**SES PORTES AUX MARCHANDISES EUROPÉENNES**  
ZWEI LUXEMBURGER GEMEINDEVERTRETER IN PERU  
MITTEN IN EUROPA: DAS LEBEN IM ZELTLAGER VON ROSARNO

**astm**  
ACTION SOLIDARITE TICAS MONDE

**Edité par:**  
Action Solidarité Tiers Monde  
55, avenue de la Liberté  
L-1931 Luxembourg  
Tél: 400 427-20  
Fax: 400 427-27  
e-mail: bpn@astm.lu  
web: www.astm.lu

**Responsable de la rédaction:**  
Marc Keup

**Ont participé à ce numéro:**  
Christine Dahm, Jean Feyder, Richard Graf, Sandy Fournelle, Marine Lefebvre, Inoussa Maïga, Roger Martinez-Dolz, Carole Reckinger, Jacqueline Rippert, Julie Smit, Rainer Werning, Jean-Sébastien Zippert ea.

**Photo de couverture:**  
flickr.com CC

**Impression:**  
CA-Press Esch/Alzette.

**Abonnements:**  
Jeanny Pfeffer  
Tél: 400 427-63  
e-mail: jeanny.pfeffer@astm.lu

Vous pouvez vous abonner à la revue Brennpunkt en versant 15 EUR (au Luxembourg) ou 25 EUR (à l'étranger) sur le compte CCP LU 71 1111 0102 3550 0000 (BIC : CCPLLULL) avec mention „abo bp3w“ en n'oubliant pas votre nom et adresse complète. Cet abonnement vous donne droit à 8 numéros. Le Brennpunkt Drëtt Welt apparaît 5 fois par an.

**Reproduction/Nachdruck**  
La reproduction des articles est autorisée à condition que la source soit mentionnée. Der Nachdruck ist frei unter der Bedingung, dass die Quelle angegeben wird.

**Réalisé grâce à un appui financier de la Coopération luxembourgeoise.**  
Les opinions représentées dans la présente publication n'engagent que leurs auteurs.

## Éditorial

On n'y croit plus depuis longtemps ..... 1

## Luxembourg

Guy Schuller (1954-2014) ..... 2  
Antwort auf Robert Goebbels ..... 4  
Des politiques luxembourgeoises justes et cohérentes – une illusion? ..... 5  
Kooperation mit Burkina Faso auf dem Prüfstand ..... 7  
Kurznachrichten ..... 8

## Dossier

L'Afrique de l'Ouest contrainte d'ouvrir ses portes aux marchandises européennes .. 9  
Chronique d'une négociation acharnée ..... 12  
L'accord de la discorde ? ..... 15  
Entretien avec Ibrahim Coulibaly ..... 18  
Die Folgen der Freihandelsabkommen ..... 21

## Nouvelles des partenaires

Ein alternativer Evaluierungsansatz ..... 24

## International

L'Argentine vampirisée par les fonds voutours ..... 25  
Mitten in Europa: Das Leben im Zeltlager von Rosarno ..... 26  
Zwei Luxemburger Gemeindevertreter auf Studienreise in Peru ..... 28  
Destination solidaire et „exclusive“ : le Tchad ..... 30  
Pershings bleierner Schatten ..... 33  
Séjour en Palestine: La résistance s'organise ..... 37  
Le coin des lectures ..... 40

**Le dossier de cette édition a été élaboré en collaboration avec SOS Faim Luxembourg**



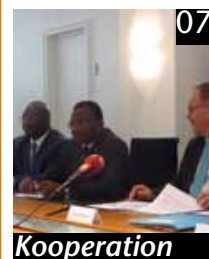
Le Brennpunkt Drëtt Welt est une revue luxembourgeoise, éditée par l'Action Solidarité Tiers Monde.

► [www.astm.lu](http://www.astm.lu)

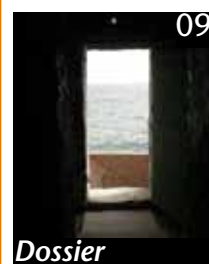
Rejoignez-nous sur  
**facebook**



**Fair Politics**  
Le Cercle publie le 2e baromètre de la cohérence des politiques.



**Kooperation**  
Fruchtbare Diskussion über die Zusammenarbeit mit Burkina Faso



**Dossier**  
L'Afrique de l'Ouest a signé un accord de libre-échange avec l'UE.



**Asylpolitik**  
Im Zeltlager Rosarno in Italien leben Hunderte Flüchtlinge.



**Peru**  
2 luxemburgische Gemeindevertreter auf Studienreise im Peru.

# On n'y croit plus depuis longtemps

Finalement, après plus de dix ans de négociations acharnées, la Commission européenne a réussi à convaincre les chefs d'Etat d'Afrique de l'Ouest, en même temps que ceux d'Afrique australe, d'ouvrir leurs marchés aux exportations européennes en signant en juillet 2014 un traité de libre-échange. Les dénommés Accords de Partenariat Economiques (APE) sont, selon les dires de Bruxelles, spécialement conçus pour permettre à ces pays de s'intégrer dans le commerce mondial et pour les amener définitivement sur la voie du développement. L'accès au marché européen, stable et prévisible, attirerait des investissements étrangers et favoriserait une mise à niveau des industries africaines. En améliorant leur offre, ces industries seraient en mesure de gagner des parts de marché, amorçant une croissance économique soutenue.

Mais cette argumentation, les organisations de la société civile n'y croient plus depuis longtemps. Des deux côtés de la Méditerranée, elles démasquent ces accords pour ce qu'ils sont réellement: des purs traités de libre-échange qui permettront surtout aux grosses entreprises européennes d'augmenter leurs profits. Pour savoir vers quel développement ces accords vont mener les pays africains, il n'y a qu'à se remémorer le bilan désastreux des vagues de libéralisation successives promues par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale (BM). Au lieu de promouvoir la souveraineté alimentaire, ces politiques ont rendu les pays africains dépendants d'importations de nourriture et vulnérables au moindre choc extérieur. Au lieu d'augmenter les revenus des Etats, elles ont contribué à creuser les déficits commerciaux. Au lieu de favoriser l'industrialisation, elles ont consolidé le rôle des pays africains comme simples fournisseurs de matières premières, etc.

Les organisations de la société civile ne sont plus les seules à exprimer leurs doutes sur le bien-fondé d'une libéralisation du commerce entre partenaires inégaux. Dans son dernier rapport sur le commerce mondial, la CNUCED en vient aux mêmes conclusions : „[...] la participation aux réseaux internationaux de production expose les pays – en particulier ceux qui se trouvent au bas des chaînes de production – au risque de subir une détérioration de leurs termes de l'échange et n'a que peu d'effets d'entraînement et de répercussions technologiques au niveau local. De plus, les pays en développement qui

sont à un stade précoce d'industrialisation risquent d'être enfermés dans des activités à faible valeur ajoutée à cause de la concurrence acharnée d'autres fournisseurs sur le coût du travail et parce que le contrôle étroit de la propriété intellectuelle par les entreprises chefs de file et le coût élevé de leurs stratégies de marque empêchent ces pays de s'élever dans la chaîne de valeur.“

La CNUCED ajoute dans ce même rapport que, pour mener des politiques en faveur d'un développement inclusif, il est primordial que les gouvernements gardent leur marge d'action politique. Or, toujours d'après le rapport de la CNUCED, les traités commerciaux régionaux réduisent justement cette capacité de l'Etat à mener des stratégies économiques raisonnées. En d'autres termes, la CNUCED réfute le principal argument de vente de la Commission européenne et recommande aux gouvernements des pays en développement de faire... précisément l'inverse de ce que les pays de l'Afrique de l'Ouest se sont engagés en juillet à réaliser dans les 20 prochaines années.

Les organisations de la société civile en Afrique de l'Ouest en restent perplexes et totalement désabusés, comme en témoigne un entretien avec le dirigeant paysan Ibrahim Coulibaly dans ce numéro du Brennpunkt. Dans leur impuissance, elles s'en remettent maintenant au Parlement européen, seule instance qui, à leurs yeux, peut encore empêcher les Accords de Partenariat Economique.

*Marc Keup*

(1) Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED): Rapport sur le commerce et le développement, 2014 (aperçu général).

## Hommage

## Guy Schuller 1954-2014

**Le 25 août nous étions une petite foule pour dire un dernier adieu à Guy Schuller et l'église de Walferdange s'avérait trop petite pour accueillir la famille, les proches, les ami-e-s, mais aussi les nombreuses représentant-e-s du monde des organisations et associations „non gouvernementales“ au sein desquelles Guy militait.**

**Richard Graf**

L'Action Solidarité Tiers Monde s'appelait encore „Action Formation de Cadres“ et Guy était jeune lycéen lorsqu'il fit ses premiers pas au sein de l'association. Dans les années 1970 il a participé à toutes les étapes importantes: la création de la revue Brennpunkt Drëtt Welt, la mise en place d'une bibliothèque spécialisée (qui devait un jour devenir le fonds de commerce du Centre d'Information Tiers Monde - CITIM), un voyage d'études en groupe au Bénin (Ex-Dahomey) et la tenue d'une „Semaine Solidarité Tiers-Monde“ en 1976...

Si formellement Guy n'a endossé le rôle de „président de l'ASTM“ que pendant un intérim de quelques mois, il faut cependant constater qu'il fut une sorte d'éminence grise pendant une très longue période, notamment à un moment crucial du développement de l'association.

### Animateur de l'association

A ses débuts, l'ASTM collaborait exclusivement avec des partenaires indiens, mais elle se comprenait rapidement comme une organisation tiers-mondiste „généraliste“ traitant tous les sujets liés aux questions de développement des pays du Sud, que dans le temps on appelait encore sans hésiter le „tiers monde“. Comme les médias de l'époque ne parlaient guère des causes du „sous-développement“ mais se limitaient à montrer des images choc de ses effets et suite à un différend avec un quotidien dominant, l'idée d'une revue spécialisée



Photo: Edith Schuller

► Guy fut une sorte d'éminence grise de l'ASTM pendant une très longue période, notamment à un moment crucial du développement de l'association.

- le Brennpunkt - s'imposait et Guy en était un des plus fervents contributeurs. La quantité exacte d'articles coulés de sa plume est difficile à déterminer, en plus il avait souvent recours à un pseudonyme, ceci pour des raisons déontologiques liées à sa conception d'obligation de réserve d'un fonctionnaire public. Jusque loin dans les années 1990 il n'y avait guère un numéro sans au moins un de ses articles. Pendant des décennies, il fut aussi le coordinateur des réunions de rédaction.

Après de longues discussions internes et la décision quasi unanime de „professionnaliser“ l'association en créant un poste de permanent au début des années 1980, c'était Guy qui prenait en charge une grande partie des travaux

préparatoires - même la rédaction de la première demande de cofinancement pour un projet „d'éducation au développement“, que l'ASTM adressait non pas aux autorités luxembourgeoises - qui ignoraient encore complètement ce concept - mais à la Commission européenne. Le dossier, rédigé en un temps record, fut couronné de succès. Ainsi, l'ASTM put non seulement ouvrir le premier CITIM en automne 1982, mais aussi l'équiper de moyens techniques adaptés et le doter au départ d'un budget d'acquisition pour documents et dossiers pédagogiques pour en faire une véritable institution de référence. L'existence d'un CITIM, comme nous le connaissons aujourd'hui, serait impensable sans l'apport qu'a pu donner Guy



pendant de longues années. En tant que „personne de confiance“ du premier permanent de l'association, il veillait à un développement de l'organisation qui devait non seulement être en phase avec l'actualité politique du moment, mais aussi s'adapter à une réalité propre au développement interne de l'association: les „jeunes“ des années 1970 terminaient progressivement leurs études et revenaient au grand-duché pour fonder des familles et entamer des carrières professionnelles. Ces nouveaux rythmes de vie n'étaient plus compatibles avec les modes de fonctionnement d'une organisation composée uniquement de militant-e-s, comme la tenue quasi mensuelle d'assemblées générales, remplacées pendant une courte période par des réunions (hebdomadaires !) du conseil d'administration ouvertes cependant à tous les membres.

Mais le rôle de Guy ne se limitait pas à ces aspects plutôt institutionnels. Il a aussi largement contribué à l'essor du travail politique que l'ASTM allait développer au cours des années 1980. Ainsi par exemple, l'élection de François Mitterrand en 1981 comme président de la République française éveilla au sein de la communauté tiers-mondiste de grands espoirs d'une nouvelle approche des questions Nord-Sud. Guy avait non seulement analysé en détail le programme du candidat socialiste, mais aussi démontré qu'au sein de son premier gouvernement il existait une contradiction flagrante entre Jean-Pierre Cot, chargé de la coopération, et son „patron“ Claude Cheysson, ministre en charge des affaires extérieures. Si le premier s'était largement inspiré des modèles d'analyse que préconisaient des ONG comme l'ASTM, le dernier représentait une approche beaucoup plus traditionnelle qui voyait le sous-développement uniquement comme un problème de retard à rattraper en exportant le modèle économique des pays industrialisés vers les pays en voie de développement. Dans un article au Brennpunkt, Guy exprimait ses doutes

quant aux chances qu'aurait Jean-Pierre Cot de développer sa politique. L'histoire lui donna raison : Cot ne survécut pas au premier remaniement du gouvernement français.

### Analyste économique et politique

„La faim, pourquoi ?“ fut un des dossiers thématiques élaborés par l'ASTM au début des années 1980. C'était le fruit d'une remise en question fondamentale des politiques de développement menées depuis la décolonisation des années 1950-1960. L'ASTM avait, dans ce contexte, fait venir à Luxembourg plusieurs conférenciers et conférencières pour parler des raisons d'un phénomène éminemment contradictoire : alors que la production alimentaire mondiale pouvait largement satisfaire aux besoins des 3 à 4 milliards de personnes qui habitaient la terre à l'époque, le nombre de ceux qui mouraient de faim n'avait absolument pas tendance à baisser.

Un autre dossier que l'ASTM commençait à traiter au cours de cette même période était celui du phénomène de la „mondialisation“ (qu'on n'appelait pas encore ainsi) et de ses conséquences dans les pays du Sud. En effet, tant nos partenaires que les quelques études scientifiques pertinentes étaient beaucoup moins optimistes quant à l'essor promis aux pays dits en voie de développement par les protagonistes de la libéralisation tous azimuts. Depuis, le bulldozer de la globalisation est passé

et nous savons qui a pu gagner dans ce jeu et qui en sont les grands perdants. Le nombre des victimes et l'impact environnemental ont donné raison à ceux qui - comme Guy - ont continué à préconiser un autre modèle de développement.

Si à l'époque le permanent de l'ASTM était responsable de l'organisation technique des événements publics qui alimentaient ces débats, ce fut en général Guy qui s'occupait des questions de „contenu“, qui prenait contact avec les intervenant-e-s, rédigeait les articles avant et après les conférences et surtout veillait à garder le fil rouge à travers un nombre impressionnant de manifestations.

Sans jamais se désintéresser des questions de développement - tant des pays du Nord que du Sud - Guy avait réduit au fil des années 1990 ses activités au sein de l'ASTM pour des raisons familiales et professionnelles, s'assurant que d'autres avaient pris la relève. Mais il restait toujours disponible pour donner des conseils et fournir les informations auxquelles il avait un accès privilégié en tant qu'économiste au Statec. Et surtout, il suivait d'un oeil critique l'évolution de notre association qui avait entamé une remise en question de ses fondements.

À cause de la maladie qui l'avait frappé une première fois en 2008, Guy n'était intervenu que relativement tard dans cette discussion. Il se posait la question s'il restait justifiable de



Photo: ASTM

► D.g.à d.: Jean Feyder, Agnes Rausch, Guy Schuller, Richard Graf et Jacques Mergen lors d'un séminaire de l'ASTM en septembre 1981.

## Luxemburgische Kooperationspolitik

soutenir des partenariats dans des pays qui - comme le Brésil et l'Inde - étaient dorénavant considérés comme des pays émergents. Évidemment, l'ASTM ne soutient pas des pays, mais des organisations partenaires qui oeuvrent justement parmi les plus démunis. Cependant la discussion qu'a pu lancer Guy était primordiale, car la notion même de tiers monde, telle qu'elle figure dans le nom de notre association, était remise en question de plus en plus souvent.

## Observateur critique

Ne voulant pas nécessairement renier ses origines, l'ASTM avait lancé sous l'impulsion de Guy un certain nombre de débats pour redéfinir le concept même de tiers monde, qui ne devait plus se limiter à des aires purement géographiques. Guy était l'instigateur mais aussi l'animateur de ces discussions qui s'avéraient beaucoup plus compliquées qu'on ne pensait. D'ailleurs d'autres ONGD rencontrent des questionnements similaires. Dans ce contexte, Guy avait intégré récemment un groupe de travail des ONGD présentes en Inde.

L'ASTM et les ONGD engagées dans ce processus devront maintenant poursuivre leurs analyses sans l'apport important de Guy. La perte pour notre organisation est d'autant plus difficile à combler que Guy avait annoncé son souhait de s'engager à nouveau de façon plus intensive au sein de l'ASTM. Ainsi il a été - pendant une trop brève période - notre représentant au CA d'Etika. Mais la maladie, qu'on avait cru vaincue, avait à nouveau pris les devants et s'est avérée intransigeante. Si Guy ne va plus jamais siéger physiquement au sein des différents groupes de travail, son esprit critique, mais toujours solidaire, va continuer à habiter les locaux de l'ASTM à l'essor de laquelle il a contribué de façon si décisive. ■

*Richard Graf, président de l'ASTM (et premier „permanent“ de 1982 à 1992).*

## Antwort auf Robert Goebbels

**In der Radiosendung „Background“ vom 13. September auf RTL Radio, ließ der ehemalige Europaabgeordnete Robert Goebbels anklingen, man könne doch die Entwicklungshilfe kürzen.**

**Marc Keup**

„Wenn die Vereinten Nationen einen Betrag von 0,7 Prozent des Bruttonationaleinkommens empfehlen, wieso zahlen wir dann ein Prozent?“, wird Robert Goebbels auf *wort.lu* zitiert. Damit empfahl er indirekt eine Kürzung der luxemburgischen Entwicklungshilfe um 0,3 Prozentpunkte.

Was Goebbels nicht erwähnt, ist dass dieses Versprechen ein erstes Mal im Rahmen der Vereinten Nationen im Jahr 1970 gegeben wurde und spätestens bis 1980 hätte erreicht werden sollen. Luxemburg kam jedoch erst im Jahr 2000 erstmals auf 0,7%, also genau 20 Jahre später. Rechnet man die nicht geleisteten Beträge zwischen 1980 und 2000 hoch, werden wir noch mindestens zwei Jahrzehnte auf 1% bleiben müssen, ehe wir das 1970 geleistete Versprechen tatsächlich eingelöst haben.

Die 0,7% sind im Übrigen auch eine Vorgabe der Europäischen Union: Im Jahr 2005 wurde unter luxemburgischer Ratspräsidentschaft festgehalten, man wolle diesen Wert kollektiv bis 2015 erreichen. Implizit hielt man fest, dass die wohlhabenderen EU-Länder etwas mehr ausgeben sollen, damit die damals neuen Mitgliedsstaaten sich dieser Marke etwas langsamer nähern können. Ein Rücktritt von diesem Prinzip würde einen erheblichen diplomatischen Schaden anrichten.

Jenseits aller Zahlenspielen oder politischen Erwägungen geht es jedoch prinzipiell nur um eine einfache Frage: Kann es sich ein Land wie Luxemburg, das zu den reichsten Staaten der Erde gehört, leisten, 1% seines Reichtums in die weltweite Armutsbekämpfung

zu investieren? Dass ausgerechnet ein ehemaliger Staatssekretär für Kooperation diese Frage mit Nein beantwortet, ist erstaunlich, angesichts des Leids, das Millionen von Menschen auf anderen Kontinenten tagtäglich ertragen müssen. Gerade die aktuellen Krisen (Ebola, Palästina, Somalia, Sudan, Zentralafrika...) laden zu etwas mehr politischem Weitblick ein. Denn jene Entscheidungsträger, denen moralische und ethische Gesichtspunkte nicht ausreichen, um eine ambitionierte Entwicklungspolitik zu rechtfertigen, sollten zumindest erkennen, dass Unterentwicklung und Elend in anderen Ländern langfristig unseren eigenen Interessen zuwiderlaufen.

Erstaunlich ist auch, dass ausgerechnet ein Mitglied der sozialistischen Partei eine Kürzung der Entwicklungshilfe vorschlägt. Die LSAP stellt immerhin den Außenminister, den Kooperationsminister und den Vorsitzenden der außenpolitischen Kommission des Parlaments und ist damit in der Regierungskoalition für die Umsetzung der Entwicklungshilfe zuständig. Ein klassisches Eigentor also, das von den Mitspielern der eigenen Mannschaft bestimmt nicht wohlwollend, jedoch bislang kommentarlos hingenommen wurde. Aus der Parteiführung hätte man durchaus eine Reaktion erwarten können, schließlich widersprach Goebbels nicht nur dem aktuellen politischen Konsens, sondern auch einem Gründungsprinzip seiner politischen Bewegung. Oder heißt es neuerdings: „Hoch die internationale Solidarität - außer wenn wir sparen müssen“? ■

*Marc Keup ist Mitglied der ASTM.*

## Baromètre 2014

# Des politiques luxembourgeoises justes et cohérentes – une illusion?

Après le succès de la première édition du „FairPolitics“ en 2012, le Cercle de Coopération des ONG de développement lance la 2ème édition de ce baromètre sur la cohérence des politiques pour le développement.

Christine Dahm

## Fair politics

Baromètre 2014  
de la cohérence des politiques luxembourgeoises  
pour le développement équitable et durable



2ème édition

Photo: Cercle de coopération

► La brochure *FaitPolitics* est le fruit d'une collaboration entre différentes ONG sous l'égide du Cercle de Coopération. Elle analyse les différentes politiques du Luxembourg qui sont en contradiction avec un développement équitable et durable.

La cohérence des politiques pour le développement signifie qu'une décision politique prise dans n'importe quel domaine ne peut pas être en contradiction avec les efforts entrepris dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités. Au minimum, il s'agit de ne pas nuire, de ne pas reprendre d'une main ce qu'on a donné avec l'autre. Cette disposition du Traité de Lisbonne, qui se retrouve également dans la loi de la coopération luxembourgeoise, signifie aussi que les intérêts des pays en voie de développement et de leurs populations doivent être considérés dans toute prise de décision politique au Luxembourg. Il s'agit aussi d'identifier et de créer des synergies entre différentes politiques afin de stimuler un développement économique, social et humain vraiment durable pour tous. Dès lors il faut surmonter la distinction entre pays développés d'un côté et pays en voie de développement de l'autre, pour aborder les défis qui se posent à un réel développement durable comme défis globaux qui nécessitent une approche d'ensemble cohérente.

### Une question de volonté politique

La cohérence des politiques pour le développement peut paraître complexe, technique, et il est vrai que l'analyse objective des enjeux nécessite des compétences thématiques poussées et que la mise en œuvre demande des mécanismes institutionnels dynamiques. Mais, en fin de compte, faire des choix politiques justes et cohérents n'est pas seulement une question de bon sens,

## zoom

### Les 10 thématiques traitées dans FairPolitics 2014

- La politique climatique** : Les émissions CO2 du Luxembourg posent problème
- Les agrocarburants** : Les agrocarburants ne contribuent pas à la protection du climat.
- Le Fonds de compensation** : Nos retraites ne favorisent pas le développement durable
- Les achats publics** : Nos achats publics ne sont pas assez équitables
- Promotion économique et commerce extérieur** : Les considérations économiques priment sur les droits humains
- Spéculation financière sur les aliments** : La spéculation sur les aliments augmente la fluctuation des prix
- Justice fiscale** : L'évasion fiscale fait perdre des sommes énormes aux pays du Sud
- Les importations des colonies illégales** : Les colonies israéliennes illégales continuent d'exporter
- Agriculture** : Notre modèle agricole n'est pas durable
- Le transfert d'économies** : Les coûts de transaction des remittances sont trop élevés

mais d'abord et surtout une question de responsabilité et de volonté politique.

Un défi est que cette volonté politique ne doit pas provenir uniquement du Ministère de la Coopération, mais aussi et surtout des décideurs politiques en charge des autres domaines qui ont un impact - direct ou indirect - sur le développement durable des populations vulnérables.

Le Cercle de Coopération a noté avec satisfaction que le Gouvernement s'est engagé à relever ce défi. Dans son avant-propos au *FairPolitics*, Monsieur Xavier Bettel, en sa qualité de Premier Ministre, confirme en effet la volonté politique de son Gouvernement de veiller à la cohérence des politiques avec la politique de la Coopération.

M Bettel souligne l'importance de la „coordination interministérielle active qui permet à tous les ministres, à travers leurs représentants, d'être partie prenante dans cet engagement collectif. (...) Ces travaux entre représentants des ministres sont certes utiles mais pas suffisants. Leur dialogue régulier avec les représentants de la société civile, et à travers eux avec les citoyens, est indispensable pour prendre en compte toutes les données et tous les argumentaires.“

### Pourquoi un tel baromètre ?

Le baromètre veut nourrir ce dialogue. Il se penche à nouveau sur des exemples de politiques nationales et formule des recommandations adressées au gouvernement luxembourgeois (voir thématiques dans l'encadré). Ainsi, le baromètre s'adresse plus spécialement au Ministère de l'Economie, au Ministère de l'Agriculture, au Ministère des Finances, au Ministère du Développement durable et des Infrastructures, au Ministère de la Sécurité sociale et au Ministère des Affaires étrangères et européennes.

### Evolutions depuis 2012

Une des thématiques abordées dans la première publication en 2012 était celle de l'*Alliance for a Green Revolution in Africa* (AGRA), créée en 2006 par les Fondations Gates et Rockefeller, et qui était de plus en plus critiquée par la société civile en Afrique et en Europe à cause de ses stratégies agricoles qui vont à l'encontre de l'agriculture durable et de la souveraineté alimentaire. Suite à des discussions avec la Ministre de la Coopération de l'époque, le gouverne-

ment a mis fin à son appui financier au programme AGRA. Un succès concret suite au *FairPolitics* 2012 !

A part l'exemple d'AGRA, il n'y a cependant pas eu d'amélioration significative depuis 2012. Bien que le niveau de la prise de conscience ait légèrement augmenté depuis 2012 – certainement aussi grâce au dialogue entre les ministères concernés et les représentants de la société civile - le niveau de l'action du gouvernement luxembourgeois en faveur de la cohérence des politiques pour le développement ne s'est pas amélioré.

### 2015 – Année importante

2015 sera un moment charnière pour le développement. Déclarée „Année européenne pour le développement“, 2015 est également l'année durant laquelle la communauté internationale se donnera de nouveaux objectifs universels pour un développement durable. La cohérence des politiques pour le développement est un de ces défis universels qui s'applique aussi bien aux pays développés qu'aux pays en voie de développement.

Le Luxembourg pourra confirmer son engagement en faveur d'un développement réellement juste et durable qui respecte les limites planétaires lors de la présidence du Conseil de l'Union européenne du 2ème semestre 2015. Le Cercle s'attend à ce que le Luxembourg fasse avancer la cohérence des politiques pour le développement également au niveau européen. ■

*Christine Dahm est directrice du Cercle de Coopération des ONG de développement.*

**Plus d'informations sur:**  
**[www.fairpolitics.lu](http://www.fairpolitics.lu)**



## Luxemburgische Kooperationspolitik

# Kooperation mit Burkina Faso auf dem Prüfstand

**Die Verantwortlichen der luxemburgischen Kooperation trafen sich Anfang September mit Regierungsvertretern aus Burkina Faso. In der 8. Partnerschmittkommission wurde vor allem über die derzeit laufenden Programme diskutiert.**

**Marc Keup**

Zu Gast war der burkinische Wirtschafts- und Finanzminister Lucien Marie Noël Bembamba. In einer mehr als 3-stündigen Unterredung mit Kooperationsminister Romain Schneider ging es vor allem um eine Evaluierung des derzeit laufenden Kooperationsprogramms (Programme Indicatif de Coopération – PIC). Beide Seiten zeigten sich erfreut über die erzielten Fortschritte und sprachen von einer sehr guten und Zusammenarbeit. Luxemburg unterstützt das Land vor allem bei dem Aufbau von Bildungszentren und Informationstechnologien.

Daneben wurde aber auch die zukünftige Kooperation angesprochen. Das derzeitige PIC in Höhe von jährlich 11 Millionen Euro läuft Ende 2015 aus. Man sei sich einig, dass die gute Zusammenarbeit auch darüber hinaus

fortgesetzt werden soll. Das neue PIC, das im Laufe des nächsten Jahres ausgearbeitet wird, soll sich weiterhin an den ökonomischen Strategien der Regierung in Ouagadougou orientieren und wird finanziell voraussichtlich in ähnlicher Höhe angesiedelt sein.

### Politische Turbulenzen

In der Partnerschmittkommission wurde auch die aktuelle politische Lage in Burkina Faso angesprochen. In den letzten Wochen und Monaten kam es immer wieder zu Massendemonstrationen in den großen Städten des Landes. Protestiert wurde gegen ein eventuelles Referendum, durch das Präsident Blaise Compaoré eine Verfassungsänderung durchsetzen will, die es ihm ermöglichen würde, 2015 ein drittes Mal für das höchste Amt zu kandidieren. Compaoré ist seit 1987 an der Macht.

Laut Minister Schneider habe die luxemburgische Seite die Befürchtung

geäußert, dass ein solches Referendum den sozialen Frieden im Land gefährden könnte. Minister Bembamba erklärte indessen, Präsident Compaoré habe sich noch nicht entschieden, ob das Referendum stattfinden soll oder nicht. Eine solche Volksabstimmung sei in der Verfassung vorgesehen und stehe deshalb in Einklang mit den Gesetzen der Republik. Die Diskussion darüber finde in einem demokratischen Rahmen und unter Einbeziehung aller politischen Kräfte statt, da in Burkina die Meinungs- und Pressefreiheit respektiert werde. Letztere Aussage scheint zumindest umstritten. Noch im August dieses Jahres hatte sich der Chefredakteur einer oppositionellen Zeitschrift öffentlich über Morddrohungen beklagt, nachdem sein Büro von Unbekannten verwüstet worden war. ■

*Marc Keup ist Mitglied der ASTM.*



Photo-ASTM

► V.l.n.r.: Botschafter Frédéric Assomption Korsaga, Wirtschafts- und Finanzminister Lucien Marie Noël Bembamba und Kooperationsminister Romain Schneider.

## Films: 5e édition du festival Cinéma du Sud

A l'occasion du 25e anniversaire de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant, le consortium organisateur du festival met à l'affiche des films relatant différentes histoires d'enfants vivant aux quatre coins du monde et qui font face de manière créative et surprenante aux défis qui leur sont imposés. Les diffé-

rentes thématiques qui seront abordées dans les films permettront de discuter de la réalisation des droits de l'Enfant et du respect de la Convention dans laquelle ils sont inscrits. La 5e édition du festival Cinéma du Sud aura lieu du 16 octobre au 20 novembre 2014 au Ciné Utopia (info: <http://cinemadusud.wordpress.com/>).



Photo: cinemadusud

## Ebola: Le Luxembourg donne 200.00 euros

La Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire du ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE) a décidé de faire une contribution additionnelle de 100.000 euros pour soutenir les efforts de l'OMS dans sa lutte contre la propagation de la maladie à virus Ebola. En

mai dernier, le MAEE a déjà soutenu les efforts de Médecins sans frontières (MSF) dans sa lutte contre l'épidémie par une contribution de 100.000 euros. Une somme totale de 200.000 euros donc, qui, au vu de l'ampleur de la catastrophe sanitaire en Afrique de l'Ouest, peut paraître quelque peu dérisoire.



Photo: European Commission DG Echo

## Coopération: Une rallonge pour le Niger

Le 16 septembre, le ministre de la Coopération Romain Schneider a reçu le ministre des Affaires Etrangères du Niger, Monsieur Mohamed Bazoum. À l'occasion de la 9e Commission de Partenariat les deux pays ont fait le point sur leurs relations de coopération. Après un premier Programme indi-

catif de coopération (PIC) qui a porté sur les années 2003 à 2007 et qui était doté d'une enveloppe de 20 millions d'euros, un deuxième PIC a été signé en 2008 avec une enveloppe initiale de 60 millions EUR, il a ensuite été prolongé jusqu'en 2015 avec une légère enveloppe supplémentaire de 10 millions d'euros



Photo: flickr.com CC

## ASTM: Le ministre visite le CITIM

En été, Monsieur Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, a été invité par l'ASTM à visiter le local du Centre d'Information Tiers Monde (CITIM) et à rencontrer son équipe et ses bénévoles. Les deux responsables du CITIM ont présenté les nombreuses offres du CITIM lors d'une

visite guidée. Le Ministre a ainsi pu découvrir les différentes thématiques proposées par le CITIM, ses coffres pédagogiques, ses revues et son offre en ateliers pédagogiques. Le Ministre était accompagné au cours de cette visite par Madame Martine Schommer et Madame Alexandra Allen de la direction de la coopération.



Photo: ASTM

Dossier élaboré en  
collaboration avec  
SOS Faim Luxembourg



## APE UE-Afrique de l'Ouest

# L'Afrique de l'Ouest contrainte d'ouvrir ses portes aux marchandises européennes

Après de longues négociations acharnées, l'Union européenne et les pays de l'Afrique de l'Ouest<sup>1</sup> ont finalement conclu un traité de libre-échange. Le nommé Accord de Partenariat Economique (APE) va progressivement ouvrir les marchés de la région aux exportations européennes.

Marc Keup

Il en a fallu pour faire avaler la pilule aux Africains. Depuis 2003, la Commission européenne brandissait tour à tour la carotte et le bâton, alternait promesses de développement économique et menaces de représailles commerciales, pour convaincre ses partenaires subsahariens d'ouvrir leurs marchés aux produits européens. L'APE entre l'UE et l'Afrique de l'Ouest, paraphé en juillet 2014<sup>2</sup>, va finalement démanteler progressivement les tarifs douaniers pour 75% des exportations européennes sur une période de 20 ans. En contrepartie, ces pays auront le droit de continuer à exporter presque la totalité de leurs biens vers l'UE sans droits de douane.

### Des négociations acharnées

Les pourparlers sur l'APE ont plus d'une fois précipité les relations diplomatiques entre les deux régions au bord du gouffre et il a fallu une forte intervention au plus haut niveau politique pour débloquer la situation après 11 ans de négociation (voir article page 12). Détracteurs et partisans de l'accord se sont livrés une âpre bataille durant toute cette période. D'un côté, la Commission européenne et, en moindre mesure, certains gouvernements africains, ont dessiné le libre-échange comme étant la solution miracle pour mettre la région sur la voie du développement. De l'autre côté, la société civile des deux côtés de la Méditerranée n'a pas cessé de pointer du doigt les nombreux dangers de l'accord en préparation.

### Les principaux principes

En comparaison avec les accords de libre-échange que l'Union européenne a conclus ces dernières années avec d'autres pays en développement, l'APE UE-Afrique de l'Ouest est plutôt conciliant, puisqu'il porte uniquement sur la libéralisation des échanges en marchandises, mettant en parenthèse des sujets bien plus délicats comme la libéralisation des services, la protection des investissements, les politiques de compétition ou la propriété intellectuelle. Ces thématiques, sur lesquelles l'UE a l'habitude de s'acharner, vont être discutées à un moment ultérieur, laissant envisager de nouvelles tensions dans quelques années.

L'UE offre un accès immédiat et quasi-complet à son marché pour les exportations de l'Afrique de l'Ouest, ce qui n'est pas une révolution en soi, puisque qu'il était déjà ouvert avant la signature de l'APE. Aussi, cette ouverture quasi-complète est en pratique très sélective, puisque les mesures phyto-sanitaires et autres mesures non-tarifaires de l'UE font que le marché européen n'est en pratique ouvert que pour les opérateurs économiques à forte capacité d'investissement.

L'ouverture du marché ouest-africain pour les marchandises européennes portera uniquement sur 75% des lignes tarifaires, c'est-à-dire que les pays de la région pourront exclure 25% des produits de la libéralisation et protéger ainsi leurs



Photo: flickr.com CC

► L'Afrique de l'Ouest va finalement ouvrir ses portes aux produits européens.

secteurs économiques les plus sensibles. Ce pourcentage a par ailleurs été l'objet de tractations incessantes, puisque l'UE avait longtemps campé sur la position qu'au moins 80% des produits devraient être libéralisés.

L'accord partage les produits en 4 catégories. La catégorie A comprend les produits de base, les biens d'équipement et les matières premières, qui seront libéralisés au plus tard après 5 ans. La

catégorie B contient les intrants et les biens intermédiaires, à libéraliser au plus tard au bout de 15 ans, et les produits de consommation finaux, listés dans la catégorie C, seront exemptés de droit de douane au plus tard après 20 ans. La catégorie D contient les produits qui seront exclus de la libéralisation.

Ce calendrier de libéralisation avec les différentes catégories est figé et automatique. Les pays de la région ne pourront pas faire changer un produit d'une catégorie à l'autre ou en retarder le démantèlement tarifaire, ce qui leur lie les mains par rapport à d'éventuels changements de stratégies économiques à l'avenir. Ainsi les Etats n'auront aucune marge de manœuvre tarifaire pour protéger des industries naissantes dans d'autres secteurs que ceux couverts par la liste d'exclusion. Certes, il existe une clause de sauvegarde dans ce domaine, qui permet au pays de rehausser les taxes pour certaines raisons, mais uniquement avec le consentement de l'UE et au maximum pour une durée de 8 ans.

## Répercussions pour les paysans

La liste d'exclusion, c'est-à-dire la liste des produits qui ne seront pas touchés par la libéralisation, contient surtout des produits agricoles et des produits qui sont déjà fabriqués dans la région, de façon à ne pas mettre ces secteurs économiques en concurrence directe avec les produits européens beaucoup plus compétitifs (voir encadré page 10).

En Afrique de l'Ouest, la large majorité des habitants vivent de l'agriculture et un nouvel abaissement des tarifs, qui sont déjà très bas, aurait probablement eu des répercussions désastreuses sur les petits paysans. Les produits agricoles européens, hautement subventionnés, seraient arrivés encore moins chers sur les marchés locaux et auraient définitivement cassé les prix. Ce pourquoi les Africains ont tenu à mettre entre autres les principales viandes, poissons, légumes et produits laitiers sur la liste d'exclusion.

## zoom

### Les principaux produits exclus de la libéralisation

*Les produits ci-dessous sont exclus de la libéralisation dans le cadre de l'Accord de Partenariat Economique entre l'UE et l'Afrique de l'Ouest. Sur ces produits, les pays de l'Afrique de l'Ouest peuvent continuer à percevoir des droits de douane à l'importation depuis l'UE.*

- Viande et préparations de viande. Poisson frais et congelé. Préparations de poisson;
- Lait et produits laitiers;
- Légumes comestibles, fruits, noix et certaines céréales (riz), préparations de légumes, fruits et noix;
- Différentes farines et semoules, préparations de céréales, de farines, de fécule et de lait;
- Huiles végétales et animales comestibles;
- Sucre et produits de confiserie, Cacao et préparations de cacao;
- Boissons alcoolisées (bière, distillats) et boissons non-alcoolisées (eau de table);
- Tabac, ciment, produits pharmaceutiques
- Peinture, vernis, mastic;
- Produits de parfumerie, produits cosmétiques et préparations de toilette;
- Savons et produits de nettoyage, colles et produits pyrotechniques;
- Articles en plastic, en gomme, en cuir ou en bois;
- bois, papier, carton, articles en cellulose, livres et journaux;
- Coton (fil), autres fibres textiles végétales, produits textiles;
- Fibres artificiels, certains produits tissés, tricotés et crochetés;
- Vêtements et accessoires vestimentaires;
- Produits en verre, certains articles en fer ou en acier; cuivre et nickel;
- Outils et couverts, certains appareils et machines, certaines machines électriques;
- Certains meubles, ressorts, lampes et pièces de rechange.

Source: ECDPM Discussion Paper 165 / ECOWAS and SADC Economic Partnership Agreement: A Comparative Analysis. Isabelle Ramdoo 2014.

Notons toutefois que de nombreux produits agricoles à destination de l'industrie seront néanmoins libéralisés. Par exemple, si le lait frais est exclus, le lait en poudre conditionné en emballages de 25 kg ou plus sera bien libéralisé, ce qui empêchera les producteurs locaux de se lancer dans ce créneau.

L'APE n'aura donc que peu de répercussions sur les paysans? Ce n'est pas si facile, car une clause spéciale, dite de statu quo, interdit aux deux parties d'augmenter les tarifs sur n'importe quel produit dès l'entrée en vigueur de l'accord, y compris sur les produits exclus de la libéralisation. Si les organi-

sations paysannes n'ont pas à craindre une aggravation immédiate de la situation, elles peuvent dès à présent enterrer leur revendication principale, qui est de protéger davantage les marchés locaux contre le dumping des produits agricoles européens (sauf de manière ponctuelle et avec l'aval de l'UE dans le cadre des mesures de sauvegarde).

De l'autre côté, l'importation de fertilisants, de pesticides ou de machines agricoles sera libéralisée, ce qui veut dire que ces marchandises deviendront, si les intermédiaires veulent bien transmettre la baisse des prix à leurs clients, moins chères à l'achat. Ce qui, au premier



abord, semble être une bonne nouvelle pour les paysans, pourrait cependant se retourner contre eux. Car avec leurs faibles capacités d'investissement et leurs exploitations de taille très réduite, ils ne pourront pas augmenter leur production de manière substantielle et même si cela était le cas, cela ne résoudra pas leur problème de stockage, de conservation et de transport. Par contre, la gestion de grandes et très grandes plantations deviendra beaucoup plus rentable et on peut en conséquence s'attendre à une aggravation du phénomène de l'accaparement des terres. A terme, des entreprises agro-alimentaires pourraient aussi renforcer la production à grande échelle d'aliments de base, non pas uniquement pour l'exportation, mais aussi pour l'approvisionnement du marché régional. Ainsi, les petits paysans seraient soumis non seulement à la concurrence des exportations européennes, mais également à la concurrence d'une production agro-industrielle interne.

### Pertes budgétaires

Parmi les dangers les plus immédiats de l'APE, se trouvent les pertes budgétaires liées au démantèlement tarifaire. Les recettes des droits de douane comptent pour beaucoup dans les budgets nationaux, selon les pays jusqu'à 15%. Avec l'abaissement progressif des droits de douane, cette source de financement va peu à peu se tarir, laissant entrevoir de nouvelles coupes dans les budgets de santé ou d'éducation. Selon un calcul du South Centre (3), spécialisé sur les questions commerciales, cette perte se chiffrera annuellement à 746,7 millions d'euros après 5 ans et annuellement à 1,871 milliard à la fin du calendrier de libéralisation.

La manière dont ces pertes pourront être compensées n'est toujours pas claire. Les amortir par un renforcement de la taxation indirecte semble actuellement difficile à réaliser, vu l'ampleur du secteur informel dans ces pays.

Les aides monétaires promises par l'UE pour la mise en œuvre de l'APE, 6,5 milliards d'euros en cinq ans, ne seront certainement pas suffisantes et d'ailleurs dirigées vers d'autres projets. En plus, cet engagement de la part des pays européens n'est qu'une promesse et il s'agit non pas d'argent supplémentaire, mais seulement d'une déviation d'aides déjà accordées auparavant.

### Accélérer l'industrialisation?

Selon les propos de la Commission européenne, l'APE permettra aux pays de l'Afrique de l'Ouest de mettre leur secteur privé à niveau et de s'intégrer dans l'économie mondiale. Les industries locales auraient accès à des intrants moins coûteux, puisque libérés de droits de douane, et seraient forcés de redoubler leurs efforts pour fabriquer des produits de qualité à un bon prix, afin de pouvoir rivaliser avec les importations en provenance de l'Europe. En améliorant ainsi leur offre, les entreprises locales seraient par la suite en mesure de conquérir des parts de marché d'abord dans la sous-région, puis sur d'autres continents.

Ce scénario idéal suppose que les entreprises ne seront pas balayées auparavant par la concurrence européenne et nécessite surtout de forts investissements. Et, vu la faiblesse actuelle

du secteur privé, ces investissements devraient en majorité venir de l'étranger. Voilà aussi pourquoi la Commission européenne a toujours insisté pour que l'APE soit complété par un fort chapitre sur la protection des investissements, afin de libérer le vrai potentiel de développement de l'accord. Des investisseurs étrangers pourraient en effet être tentés de s'engager dans la sous-région, vu l'accès préférentiel au marché européen, qui avec l'APE est maintenant assuré à long terme. Cela créerait des emplois, un transfert de technologie et des revenus pour l'Etat.

Mais là aussi, l'argumentation bat de l'aile. D'abord, avec le nombre croissant de traités de libre-échange que l'UE est en train de conclure, les Africains ne sont pas seuls à avoir un accès favorable au marché européen. Puis, la plupart des pays en Afrique de l'Ouest a un grave déficit en matière d'infrastructure publique : l'approvisionnement stable en énergie et des infrastructures de transport efficaces font souvent défaut. En ajoutant une bureaucratie débordante, et dans certains cas, un indice de corruption important et une instabilité politique chronique, il y a de quoi effrayer les investisseurs.

Un tel développement serait en plus hétéronome, avec tous les dangers que cela comporte, et se concentrerait sur les



Photo:ASTM

► Les plantations agro-industrielles deviendront plus rentables, ce qui n'est pas forcément une bonne nouvelle pour les petits producteurs.

## APE UE-Afrique de l'Ouest

grandes villes portuaires comme Dakar, Lomé ou Lagos, augmentant encore davantage les disparités régionales.

## Une expérimentation

Avec la signature finale de l'APE, les chefs d'Etat ouest-africains lanceront un compte à rebours qui aboutira à une mise en concurrence directe de leurs économies avec celles de l'Europe. Cela revient à se jeter à l'eau sans bouée de sauvetage en espérant apprendre à nager avant de sombrer. L'alternative, certainement plus prudente, aurait été de continuer à protéger le marché de la CEDEAO, d'approfondir l'intégration régionale, de se concentrer sur le développement de petites et moyennes entreprises et de s'ouvrir une fois les économies devenues plus compétitives.

Néanmoins, si de nombreux facteurs ne se prêtent pas à l'optimisme, il y aura aussi des opportunités à saisir. Certains pays en Afrique de l'Ouest peuvent exploiter des niches économiques qui s'ouvrent à eux pour en tirer profit. Cela nécessitera un fort leadership de la part des responsables politiques avec des stratégies économiques bien réfléchies, mises en œuvre de façon rigoureuse et très rapidement. Et surtout, les pays de la région devront faire preuve d'une solidarité mutuelle sans faille.

Alors finalement, à quoi ressemblera l'Afrique de l'Ouest après de ce processus de libéralisation ? Nul ne le sait et c'est bien là toute l'ambiguïté de l'APE. Il s'agit finalement d'une expérience grandeur nature dont personne ne connaît exactement les retombées finales. La seule chose qui semble acquise dès le départ, c'est que l'Europe y gagnera à tous les coups. ■

*Marc Keup est membre de l'ASTM.*

(1) Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Maurétanie, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo.

(2) A l'instar de l'Afrique de l'Ouest, un groupe de pays de l'Afrique australe a également paraphé un APE en été 2014.

(3) Cité dans : Pertes de recettes douanières liées à l'APE Afrique de l'Ouest. Jacques Berthelot (solidarite.asso.fr), le 6 septembre 2014.

## Chronique d'une négociation acharnée

**Lancées officiellement en octobre 2003, les négociations entre l'Union européenne (UE) et l'Afrique de l'Ouest auront duré 11 ans. Durant cette période, la Commission européenne brandissait tour à tour la carotte et le bâton pour parvenir à imposer ses idées.**

Marc Keup

Avant l'an 2000, les relations commerciales entre l'Union européenne et ses anciennes colonies, regroupées dans le groupe ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique), étaient réglées dans le cadre des traités de Lomé. Les pays ACP avaient le droit d'exporter la plupart de leurs produits sans droit de douane vers l'Europe, sans devoir ouvrir leurs propres marchés pour les produits européens en retour. Ce système commercial a toutefois été jugé incompatible avec les règles de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Certains pays de l'Amérique latine, notamment, se sentaient discriminés parce qu'ils ne jouissaient pas du même traitement de faveur. Les membres de l'OMC avaient

toutefois accepté une continuation du système commercial de Lomé jusqu'au 31 décembre 2007, date à laquelle une solution alternative devait être trouvée.

Pour la Commission européenne, la solution consistait à scinder les pays ACP en 6 groupes (4 groupes en Afrique, un groupe Caraïbes et un groupe Pacifique) et de conclure un traité de libre-échange avec chaque région. Ces traités, nommés par la suite Accords de Partenariat Economique (APE), impliquaient la réciprocité: les pays ACP seraient forcés d'ouvrir leurs marchés aux produits européens pour garder leur accès privilégié au marché européen.

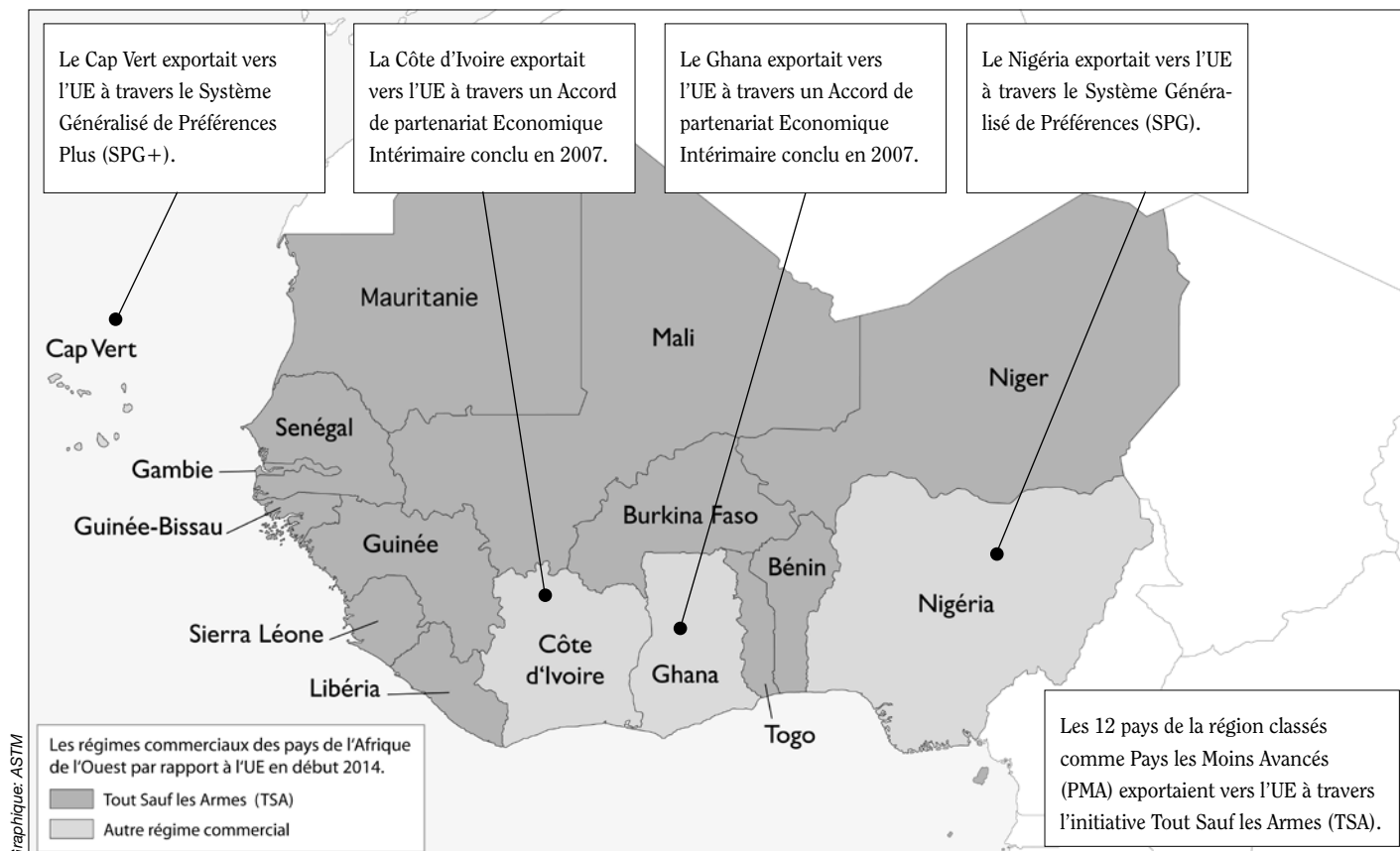
Le principe de la réciprocité était difficile à accepter pour les pays ACP. Il enlève la possibilité de protéger les économies contre des exportations beaucoup plus compétitives avec le risque de voir les industries naissantes et le secteur agricole sérieusement endommagés. De plus, la réciprocité mène à des pertes budgétaires substantielles, car les rentrées des droits de douane constituent une partie importante des budgets nationaux, surtout en Afrique.

Ainsi la plupart des pays ACP était très réticente envers ces traités de libre-échange, d'autant plus que leurs capacités de négociations étaient à l'époque très limitées et que l'UE tenait à y introduire des sujets hautement complexes, tels que la libéralisation des services, la protection des investissements, les politiques de compétition ou la propriété intellectuelle. La Commission européenne se montrait de surcroît très dure dans les négociations, refusant toute concession qui aurait pu alléger



Photo: flickr.com CC

► Peter Mandelson, Commissaire européen du Commerce de 2004 à 2008, a mené une stratégie très agressive envers les pays ACP.



► Les régimes commerciaux des pays de l'Afrique de l'Ouest par rapport à l'UE en début de l'année 2014.

le fardeau. Par conséquent, les négociations étaient complètement bloquées au début de l'année 2007, quelques mois avant l'expiration de la dérogation concédée par l'OMC.

A ce stade, l'UE aurait pu trouver des alternatives aux APE, qui n'étaient manifestement pas au goût des pays ACP. Mais au lieu de se montrer conciliante, elle a fait monter la pression et menaçait tous les pays ACP qui n'étaient pas sur la liste des Pays les Moins Avancés (PMA) de leur retirer brusquement leur accès au marché à la fin 2007. Les PMA quant à eux, pourraient continuer à exporter sans droit de douane vers l'Europe à travers l'initiative unilatérale Tout Sauf les Armes (TSA).

En vue des importantes pertes économiques qu'ils auraient subies suite à un tel scénario, 21 pays non-PMA ont à l'époque préféré initier des APE

interimaires (APEi), c-à-d des traités de libre-échange bilatéraux conclus en vitesse et dont le contenu a été dicté essentiellement par Bruxelles. Les différentes configurations régionales ont ainsi été scindées entre les pays qui ont accepté un accord et ceux qui l'ont refusé, entraînant une fragmentation des groupements régionaux. Notons que le groupe des Caraïbes était le seul à conclure un APE régional en 2007.

### Le cas de l'Afrique de l'Ouest

La région de l'Afrique de l'Ouest, comprenant les 15 pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Mauritanie, comptait en 2007 seulement 3 pays qui n'étaient pas classés comme PMA et qui étaient donc sous la menace de perdre leur accès au marché européen : le

Nigéria, poids lourd de la région, la Côte d'Ivoire et le Ghana. Le Nigeria ne s'en souciait pas trop, puisque le pays exporte essentiellement du pétrole vers l'Europe, produit qui de toute façon n'est pas taxé à l'entrée. Par contre, la Côte d'Ivoire et le Ghana, qui exportent surtout des produits tropicaux comme le cacao, le café et des fruits, risquaient de perdre d'importantes parts de marché. Ces deux pays ont donc décidé en 2007 d'initier rapidement, chacun de son côté, un Accord de Partenariat Economique Intérimaire, comprenant l'obligation d'ouvrir successivement leurs marchés aux produits européens. Le Nigeria a, quant à lui, opté pour le Système Généralisé de Préférence (SPG) de l'UE, qui offre un accès au marché européen moins favorable, mais qui ne demande pas la réciprocité. Ainsi au début de l'année 2008, les pays de l'Afrique de

l'Ouest exportaient vers l'Europe à travers 4 schémas commerciaux différents, nombre qui est passé plus tard à 5, lorsque le Cap Vert sortit de la liste des PMA.

Cette situation était une catastrophe majeure pour la CEDEAO. Comment construire un marché commun régional, si certains pays laissent entrer les produits européens sans droit de douane et d'autres non ? La stratégie de négociation de la Commission européenne avait poussé les pays de l'Afrique de l'Ouest dans un scénario dont ils ne pouvaient se libérer qu'en choisissant entre la peste et le choléra : soit conclure un APE complet avec l'UE et laisser entrer les produits européens dans toute la région, soit exclure la Côte d'Ivoire et le Ghana de leur communauté régionale. Ces deux Etats étant des piliers importants de la CEDEAO, ils choisirent la première option.

## Six années supplémentaires

Si les pays de l'Afrique de l'Ouest ont décidé en 2008 de continuer les négociations avec l'UE, leur enthousiasme pour un Accord de Partenariat Economique ne s'était pas ravivé. Au contraire, le tour de force dont ils avaient fait les frais a contribué à élargir le fossé diplomatique entre les deux parties.

Le Ghana et la Côte d'Ivoire avaient certes initié un APEi, qui leur permettait provisoirement de sauvegarder leur accès au marché européen, mais refusaient de le faire ratifier dans leurs parlements respectifs. Dans l'attente d'un accord régional, les deux Etats ne voulaient pas cimenter leur position délicate par rapport aux autres pays de la CEDEAO et subissaient de surcroît une pression grandissante de la part de la société civile.

Pendant les années suivantes, les réunions techniques entre négociateurs n'aboutissaient toujours pas à un compromis. Au centre de la discorde, se trouvait l'ampleur de l'ouverture des marchés de l'Afrique de l'Ouest. La

Commission européenne ne voulait en aucun cas accepter une ouverture en-dessous de 80%, c'est-à-dire que uniquement 20% des lignes tarifaires pourraient être exclus de la libéralisation. Les négociateurs africains mettaient sur la table une ouverture maximale de 70%, argumentant qu'au-delà de ce pourcentage, les dégâts pour leurs économies fragiles seraient trop importants. A côté de cela, des désaccords persistaient sur un certain nombre de clauses que l'Europe voulait introduire dans l'accord, mais qui étaient inacceptables aux yeux des pays africains.

Entretiens, la Commission européenne avait abandonné l'idée d'inclure immédiatement des thèmes complexes tels que la libéralisation des services ou la protection des investissements, se contentant d'une clause qui engage les parties à négocier ces thématiques à un moment ultérieur. Cette décision a facilité la recherche d'un compromis, mais ce n'est qu'à partir du printemps 2013 que les choses ont commencé à bouger.

En mai 2013, l'UE brandissait à nouveau le bâton en répétant en quelque sorte la menace de 2007 : les pays qui ont

initié un APEi, comme la Côte d'Ivoire et le Ghana, mais qui refusent de le ratifier et de le mettre en œuvre, perdraient leur accès au marché européen à partir du 1er octobre 2014. Puis, en octobre de la même année, les membres de la CEDEAO ont établi un Tarif Extérieur Commun (TEC), préalable indispensable à une entente avec l'UE, et ils ont nommé le Président sénégalais Macky Sall pour superviser les pourparlers. Mais l'élément décisif a probablement été une lettre signée par la Grande-Bretagne, la France, les Pays-Bas, l'Irlande et le Danemark en décembre 2013, exhortant la Commission européenne de faire preuve de plus de flexibilité dans les négociations et notamment d'abandonner l'exigence des 80%. En acceptant une ouverture de 75% seulement, la voie était dégagée pour parvenir à un accord qui fut finalement accepté par les Chefs d'Etat de l'Afrique de l'Ouest en juillet 2014. ■

*Marc Keup est membre de l'ASTM.*



Photo: Parlement européen flickr.com CC

► En octobre 2013, les chefs d'Etat de la CEDEAO ont chargé le Président sénégalais, Macky Sall, de superviser les négociations avec l'UE.



## APE UE-Afrique de l'Ouest

# L'accord de la discorde ?

La décision prise le 10 juillet 2014 par les Chefs d'Etats et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Mauritanie d'approuver définitivement l'Accord de Partenariat Economique (APE) avec l'Union Européenne, est diversement appréciée au Burkina Faso. Pour ou contre, chacun y va de son argumentation.

**Inoussa Maïga**

„Une erreur monumentale“, „un coup de grâce à l'intégration régionale“, „une remise en cause de la CEDEAO des peuples“, selon des représentants d'organisation de la société civile, „une journée historique“, „une décision salubre“, „une grande opportunité“ de côté de l'administration publique. La décision des Chefs d'Etats de la Cedeao et de la Mauritanie de signer l'Accord de Partenariat Economique (APE) avec l'Union Européenne sème la discorde au Burkina Faso.

L'APE prévoit pour les vingt prochaines années la levée des barrières commerciales (taxes, quotas, licences, subventions) pour 75% des produits, importés par les pays de la région, en provenance de l'Union européenne. Pour compenser les pertes inévitables de recettes fiscales pour les Etats, l'Union Européenne envisage une aide au développement de 6,5 milliards d'euros sur la même période.

### Un marché de dupes ?

Un „accord émaillé de traquenards“, selon le Père Maurice Oudet, président du Service d'Edition en Langues Nationales, le Sedelan, une organisation d'appui aux organisations paysannes du Burkina Faso. „On nous parle de partenariat, mais il n'en est rien, c'est du libre-échange. Il faut être honnête. Les Américains font la même chose, mais eux, au moins, ils n'essayaient pas de se camoufler“, lance-t-il en préambule.

Evoquant les risques liés à l'application future de l'APE, le missi-



Photo: SOS Faim

► L'accord entre l'UE et l'Afrique de l'Ouest est diversement apprécié.

onnaire établi depuis 1997 à Koudougou, une ville du centre-ouest du Burkina Faso, n'hésite pas à faire un rapprochement avec la situation au Mexique qu'il présente comme un symbole de destruction de la souveraineté alimentaire. „Les mexicains ont signé un accord de libre-échange avec les Etats-Unis et le Canada. On leur avait dit „on va vous aider à faire la transition, puis vous avez du temps devant vous car tout ne va pas changer en deux jours“. Qu'est-ce qui s'est passé? Le maïs américain, génétiquement modifié et subventionné à bas prix est rentré au Mexique, il a cassé le prix du maïs qui est la nourriture de base des paysans. Ces derniers n'arrivaient plus à vendre leur maïs, beaucoup ont voulu aller aux Etats-Unis. En réponse à cela les américains ont construit 1000 km de murs de séparation. Voilà ce qu'est le libre-échange : on construit des murs entre les peuples“, résume le président du Sedelan. „Et tout d'un coup les Etats-

Unis décident de faire du carburant avec le maïs, les prix explosent. Les Mexicains n'ont plus d'argent pour acheter le maïs américain, ils n'ont plus de maïs chez eux. Le prix de la tortilla, plat national, flambe et les paysans sont les premiers qui sortent dans la rue pour rouspéter contre la vie chère“, dit-il. „Voilà, c'est ça qui nous attend“, lâche le missionnaire visiblement amer.

### Ou une mine d'opportunités ?

A l'opposé, Nazaire Paré, Directeur général du commerce extérieur, du commerce et de l'artisanat du Burkina Faso, se frotte les mains. Il fait montre d'un optimisme presque inconditionnel. „C'est une décision salubre que nos Chefs d'Etat ont prise, parce que ça va aider beaucoup à l'intégration économique“, déclare-t-il. Il ajoute aussitôt : „Nous savons tous qu'aujourd'hui la voie royale pour arriver à l'accroissement de

nos revenus, c'est la voie du commerce. Cet accord nous permettra d'accroître nos échanges intra-régionaux, ce qui est un élément capital pour une intégration et en plus, cela nous permettra une ouverture essentielle vers l'Union Européenne“.

De cet accord, le Directeur général du commerce extérieur du Burkina Faso énumère les avantages. „Dans un premier temps ça va améliorer un peu la consommation : y a un certain nombre de produits dont les prix vont connaître une baisse avec cet accord, et c'est le consommateur qui va y gagner“, assure Nazaire Paré. „Les industriels aussi vont y gagner par rapport aux intrants qu'ils utilisent pour la fabrication d'un certain nombre de produits dont les prix vont baisser. Cela permettra à ces industries de rentrer dans une nouvelle série de production que peut-être elles n'avaient pas prévue, mais au regard du coût des intrants, cela leur permet d'offrir de nouveaux produits sur le marché“, ajoute-il, convaincu que la mise en œuvre de l'APE va accroître nécessairement la productivité des entreprises burkinabè.

Pour cet économiste de formation, l'APE avec l'Union Européenne élargit les horizons pour les opérateurs économiques burkinabè sur le plan du commerce. „Ça veut dire que nous n'allons pas raisonner „Burkina“, nous allons raisonner maintenant „ouest-africain“, ce qui permettra d'élargir notre champ de production. En plus de cela, tout le système de production va être revu parce que nous rentrons dans un nouveau contexte et nous avons besoin que les gens se remettent à niveau : ce qui va améliorer notre capacité de production et accroître la compétitivité de nos entreprises“, argue Nazaire Paré. „Le Burkina Faso, comme tous les autres pays de la CEDEAO, va connaître des opportunités pour accroître ses exportations, tant vis-à-vis de l'Union Européenne, que du commerce intra-régional“, soutient-il.

## Sur quel pied danser ?

Un accord catastrophique pour les uns, une aubaine pour les autres, quelle partie a raison ? „Le Bon Dieu lui-même sait que nous avons raison“, répond, visiblement désespéré, Seydou Ouédraogo de la Confédération Paysanne du Faso (CPF). „En ouvrant grandement nos portes aux pays européens, actuellement déjà nous sommes envahis ; nous serons bientôt inondés par les surplus

**„Je vais m'approvisionner chez un voisin qui tient une boutique de quartier dans laquelle j'ai compté des produits qui viennent de 24 pays différents. Vous croyez qu'on a besoin de l'aide de 24 pays différents pour manger?“**

de leurs productions. C'est par rapport à cela que nous disons à nos Etats que nous ne sommes pas prêts. Car il ne faut pas que les importations nuisent davantage à notre agriculture“, explique-il.

Seydou Ouédraogo regrette surtout la faible protection de la région pour certains produits agricoles, notamment le riz et le lait. „Les pays européens protègent un certain nombre de produits à des taux vraiment très élevés. C'est le cas du lait. On ne peut pas faire rentrer du lait, par exemple, aux Pays-Bas où il est taxé à plus de 200%“, compare-t-il. Pendant ce temps, le tarif extérieur commun (TEC) de la Cedeao fixe les droits d'entrée du lait à 5% et du riz à 10%. Pour Seydou Ouédraogo, la mise en œuvre de l'APE va impacter négativement la production locale du riz, pourtant en pleine croissance depuis quelques années. „Lorsque l'Etat burkinabè a décidé de s'investir dans la production du riz, d'accompagner les acteurs de la filière riz, on a vu que la production a triplé. Ce qui veut dire qu'avec des mesures adéquates, on peut nourrir nos populations, dégager des surplus et, à partir de là, envisager de les

exporter“, explique-t-il.

Pour sa part, le Père Maurice Oudet ne décolère pas. „On est déjà la région du monde la plus pauvre parce qu'on ne se protège pas. Je vais m'approvisionner chez un voisin qui tient une boutique de quartier dans laquelle j'ai compté des produits qui viennent de 24 pays différents. Vous croyez qu'on a besoin de l'aide de 24 pays différents pour manger?“, s'indigne le Père Maurice Oudet. „Ce que je ne comprends c'est pourquoi le

Nigéria accepte un tel accord, il n'a pas besoin, lui, de l'Europe pour survivre. Or, c'est lui qui aurait pu nous soutenir“, s'indigne le missionnaire. „Le problème c'est que l'intérêt des chefs d'Etats n'est pas le même que celui de la population“, finit-il par lâcher.

S'il assure „comprendre un peu ces appréhensions“, Nazaire Paré, Directeur général du commerce extérieur, pense qu'il y a mieux à faire que de rejeter l'accord : „Nous avons un travail à faire. Rester dans le scepticisme, cela ne nous avantage pas. Il faut que nous soyons fort et que nous amenions nos opérateurs à un niveau de qualité requis, et surtout à un niveau de productivité supérieur, de sorte que nous puissions subvenir à nos besoins“, dit-il. Puis il poursuit par une réplique devenue clichée : „Nous ne pouvons plus continuer à travailler avec la daba. Regardez dans les villages, est-ce qu'aujourd'hui la daba peut nourrir les familles que nous avons ? Pour évoluer, nous avons besoin de l'apport extérieur puisque nous n'avons pas la technologie, et ces ouvertures nous permettent d'acquérir la technologie et de nous hisser au diapason des autres pour

accroître la sécurité alimentaire dans nos pays. On ne peut plus continuer avec la daba“.

Pour ce fervent défenseur du commerce libéral, cette ouverture avec l'Europe était inévitable. „De toutes façons le monde est devenu planétaire, même si nous nous fermons, nous ne pourrions pas échapper à l'influence des produits des autres régions du monde. Donc autant se mettre dedans, et prendre des dispositions pour que nos entreprises fassent concurrence avec ces produits-là et ainsi éviter à nos pays de sombrer dans un marasme économique“, soutient Nazaire Paré. Certes, mais „il ne faut pas que le commerce global ne soit une excuse pour anéantir toutes les initiatives de nos gouvernants“, rétorque Seydou Ouédraogo. „En 2005, qui pensait que le Burkina Faso pourrait produire 700 000 tonnes de riz par an ? Aujourd'hui c'est une réalité“, souligne l'administrateur de la CPF.

Nazaire Paré demeure optimiste, avec quelque réserve cette fois-ci : „La tâche ne sera pas aisée, mais nous avons bon espoir qu'avec l'ingéniosité de nos entreprises et de nos dirigeants, nous pourrions faire face à cette situation“, dit-il. „On a mis en place toute une batterie de mesures de défense commerciale qui permettra, au cas où il y aurait des risques majeurs, que nous puissions les déclencher pour éviter la désintégration de ces unités industrielles. Donc, en principe, si les choses marchent bien, il ne devrait pas y avoir de problèmes. Mais cela implique de notre part un travail de surveillance accrue de nos systèmes de commerce“, tente-il de rassurer.

### Les prochaines étapes ?

Du côté de la direction générale du commerce extérieur, l'heure n'est plus au débat, mais à l'information et la sensibilisation des acteurs sur les opportunités censément offertes par l'Accord de Partenariat Economique. „Le processus va continuer, les Chefs

d'Etats ont donné mandat aux négociateurs en chef de poursuivre le travail“, confie Nazaire Paré. „Dans les pays, nous avons obligation de créer la sensibilité, de donner l'information, d'aider les gens à mieux comprendre et tirer profit de cet accord. Ça ne sert à rien aujourd'hui de rechigner, il faut plutôt y faire face et voir comment chaque pays peut mener le travail, au sein soit des consommateurs, soit des entreprises et des industriels, tout le monde ensemble, et voir comment on peut profiter de cette opportunité et aller de l'avant dans le processus“, conclut le directeur général du commerce extérieur.

Pour leur part, les organisations de la société civile se retranchent dans leurs derniers espoirs de faire plier à nouveau la ratification de l'APE, comme en 2005. „On est toujours vigilant et on continue à interpellier. On va continuer à se battre. Notre force, c'est qu'on représente 86% de la population. Nous allons encore porter la voix pour dire notre désaccord. Tous les cadres qui se présentent à nous sont autant d'occasions pour sensibiliser, conscientiser“, confie Seydou Ouédraogo. Quant au Père Maurice Oudet, il semble un peu moins confiant.

„Aujourd'hui, la chance qu'il reste pour qu'on ne signe pas, c'est de travailler avec le Parlement Européen où on a quand même des alliés. Il faut focaliser un peu nos efforts sur le Parlement Européen puisqu'ici les Chefs d'Etats sont déjà prêts à signer. Tandis que, si le Parlement Européen bloque, ça relancera un peu le débat“, explique le missionnaire. Mais ce pari est loin d'être gagné. Car comme le reconnaît lui-même, non sans crainte, le Père Maurice Oudet, „là aussi c'est un parlement plus à droite“. A la Commission Européenne, on espère que l'accord soit signé ?

Contacté par mail, Marta Aussi Garcia de la Direction générale de la communication de la Commission Européenne a confié que „le texte est en cours de finalisation pour être soumis à signature, et par la suite à ratification, qui interviendront, nous l'espérons, dans les deux prochains mois“. ■

*Inoussa Maïga, journaliste au Burkina, est spécialisé dans le développement rural et animateur d'un blog primé cette année sur: <http://googolfarmer.wordpress.com/>*



Photo: flickr.com CC

► Nazaire Paré: „Autant se mettre dedans, et prendre des dispositions pour que nos entreprises fassent concurrence avec ces produits-là.“

## APE UE-Afrique de l'Ouest

# „L'APE va signer la mort des tentatives d'intégration régionale de l'Afrique de l'Ouest“

A l'annonce de la prochaine signature des APE, un entretien réalisé fin juillet avec Ibrahim Coulibaly, ambassadeur de la FAO pour l'AIAF, vice-président du Roppa et président de la coordination nationale des organisations paysannes du Mali (CNOP).

Dénonçant la désinformation des peuples d'Afrique de l'Ouest comme d'Europe, le leader paysan fait le parallèle avec les négociations TAFTA et compte sur la société civile européenne pour empêcher la ratification des APE par le Parlement européen.

■ *Après l'approbation par les 15 pays membres de la CEDEAO et la Mauritanie de la signature de l'APE le 10 juillet dernier, peut-on encore échapper à l'entrée en vigueur des APE ?*

„Les carottes sont cuites“ depuis très longtemps : le jeu n'est pas équilibré. C'est la seule raison qui nous amène encore à parler de ces APE : s'il y a eu en Afrique une résistance forte à un processus de négociation, c'est bien les APE ! La société civile s'est mobilisée comme un seul homme, il y a eu des études de toutes part (société civile, CEDEAO, UE) et toutes les études ont montré que le résultat serait négatif pour le développement de la région ouest-africaine. Pas une seule étude sérieuse n'a pu démontrer le contraire. Malgré tout,

on n'a pas réussi à ajourner ces négociations. Cela signifie qu'en réalité, il y a un processus politique sous-jacent avec des calculs politiques de court terme, de sorte que je ne pense pas qu'on puisse encore échapper aux APE.

■ *En quoi la perspective de ces accords n'est-elle pas une bonne nouvelle pour la société civile d'Afrique de l'Ouest, et en particulier ses organisations paysannes ?*

L'économie de notre région repose encore majoritairement sur le secteur rural et agricole : c'est le secteur qui crée le plus de travail et le plus de richesses et c'est en plus le secteur qui nourrit ; le fait que nous dépensions des milliards de dollars pour acheter de la nourriture importée contribue en même temps à plomber nos économies, et tout cela est encore une fois lié au secteur agricole. En signant les APE, on brade notre économie. Les leaders politiques ont fait des calculs de courts termes ; ils ont des problèmes politiques très sérieux pour rester au pouvoir ; beaucoup veulent changer leur constitution, beaucoup ont des problèmes avec le terrorisme et ils ont besoin de l'Europe pour pouvoir se défendre. On pense que si ces APE sont signés, ce sera pour des raisons politiques : nos dirigeants cherchent à se maintenir au pouvoir et ne pas avoir de problème avec l'Europe quand ils vont changer leur constitution. Le Nigéria était le poids lourd de la résistance contre les APE : à cause de Boko Haram aujourd'hui le Nigéria ne peut pas dire non à la France ni à l'Union européenne. C'est aussi simple que ça ; il y a donc



Photo: ©FAO/ALESSANDRA BENEDETTI

► Ibrahim Coulibaly, président de la coordination nationale des organisations paysannes du Mali.



Photo: ©FAO/ALESSANDRA BENEDETTI



► Déchargement d'un cargo dans le port de Dakar. La question, comment les pays de la CEDEAO vont compenser les pertes de revenus douaniers, n'est toujours pas résolue de manière satisfaisante.

toute une série de raisons politiques qui sont à l'œuvre et qui n'ont rien à voir avec les arguments économiques mis en avant quand on dit que les APE seront favorables pour la croissance et l'intégration et les investissements.

■ *Qu'est-ce qui explique alors la signature subite ? Le risque d'une désintégration durable de l'espace économique régional en cas de non signature a été avancé pour justifier cet accord. Qu'en pensez-vous ?*

Mais c'est justement cet accord qui va signer la mort de cet espace ! Pour nous, la CEDEAO sera morte le jour où les accords vont entrer en vigueur ; on ne voit plus pourquoi continuer à parler d'intégration si c'est pour nous donner pieds et poings liés à l'Europe ? Pour nous, la désintégration c'est les APE ; une fois entrés en vigueur c'est terminé, chacun n'aura qu'à rentrer chez lui et à se débrouiller comme il peut ! Sur le plan économique, c'est foutu ; l'intégration économique va mourir car le commerce intra régional va disparaître au profit des

échanges avec l'Europe. Or notre seule chance aujourd'hui de créer de la richesse et des emplois, c'est précisément de développer le commerce intra régional.

Pourquoi l'Union européenne a fait signer des accords intérimaires au Ghana et à la Côte d'Ivoire, sinon pour tuer l'intégration, ou la fragiliser en tout cas ? ! L'Union européenne négocie actuellement un accord avec les Américains, est-ce qu'on pourrait accepter que les USA négocient en même temps des accords avec la France ou la Belgique ? Cela est en contradiction avec le projet d'intégration économique et politique sous-régionale.

■ *Quelles sont aujourd'hui les préconisations du ROPPA ?*

Le ROPPA (Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs de l'Afrique de l'Ouest) a fait des propositions depuis plusieurs années. L'une d'elle serait d'évaluer ce que perdent ces pays qui ont signé des APE intérimaires, et qu'on essaie, dans le cadre de l'intégration régionale, de trouver des mécanismes

de compensation. Mais cet accord est en contradiction flagrante avec toutes les ambitions que la CEDEAO affiche en termes de progrès de l'intégration et des échanges et d'avancées dans les politiques sectorielles.

Aujourd'hui, nous sommes dans une situation où l'Afrique est très courtisée. Tout le monde veut venir investir en Afrique : la Chine, le Japon, les Etats-Unis... Elle est devenue très attractive, alors pourquoi accepter un accord qui va nous donner pieds et poings liés à un continent qui n'a plus de croissance, qui dépérit avec lequel les échanges ne font que décliner depuis des décennies ? C'est un non-sens politique et économique, au moment où tout le monde courtise l'Afrique et dit que c'est le continent de l'avenir. Nous dénonçons cet accord avec énergie et nous ne pourrions jamais être d'accord avec les APE car nous savons que cela ne va pas créer de la croissance mais va détruire l'économie rurale et créer une migration massive des campagnes vers les villes et une situation où les jeunes n'auront pas de travail... C'est presque une forme de

subvention au terrorisme qu'on est en train de construire parce qu'il n'y a pas d'avenir pour les jeunes avec ces APE. Aujourd'hui c'est déjà difficile de maintenir les jeunes dans les villages alors qu'ils ne croient plus à l'agriculture et qu'ils préfèrent aller chercher de l'or. Déjà on essaie de lutter contre ce phénomène de l'orpaillage. Si on ajoute les APE, on va détruire le peu qu'il y a. Véritablement c'est la précarité et l'instabilité totale qui vont s'installer partout.

■ *Quels leviers d'action ou de résistance vous restent-ils ? Obtenir la non ratification des accords par les Parlements nationaux est-il désormais la seule solution ?*

On compte d'abord sur le Parlement européen en tant qu'émanation du peuple européen : qu'il réfléchisse. Il ne donnera aucune chance à l'Afrique en signant cet accord-là. Une pétition circule pour demander au Parlement européen de ne pas ratifier cet accord. La seconde phase, c'est aussi que les Parlements africains ne ratifient pas cet accord. Enfin, on peut saisir la Cour de justice de la CEDEAO contre les chefs d'Etat qui ont signé cet accord inique. On a tous les arguments politiques; y compris les études faites par la CEDEAO elle-même et qui ont montré que ce serait destructeur pour les économies de la région. Si, malgré nos recours, on n'arrive pas à nos fins, le verdict des peuples africains sera là : nos économies vont être si fragilisées que l'on peut s'attendre à des troubles. On compte beaucoup sur la société civile européenne. Nous créons des mécanismes pour que nos alliés se mobilisent et fassent pression sur le Parlement européen afin que cet accord ne soit pas ratifié. C'est l'un des premiers combats; dans le passé, une bonne partie de la société civile européenne n'avait pas été sensibilisée, mais de plus en plus, les gens commencent à comprendre que cela n'apporte rien de bon et risque au contraire de développer un sentiment anti-européen en Afrique.



► „On compte beaucoup sur la société civile européenne. Nous créons des mécanismes pour que nos alliés se mobilisent et fassent pression sur le Parlement européen.“

On n'a pas besoin de ça. L'Europe doit comprendre que cet accord de libre échange qui va lui permettre de déverser ces surplus agricoles et alimentaires subventionnés sur nos marchés ne va pas rendre service à l'Europe elle-même. Si les gens se mobilisent, on peut créer des relations plus équilibrées entre nos continents. Ce n'est pas l'Afrique qui se ferme à l'Europe; au contraire mais l'Europe devrait changer sa stratégie économique avec l'Afrique.

■ *APE et TAFTA, même combat?*

Plus ou moins. La négociation TAFTA permet en effet à la société civile européenne de comprendre ce que nous vivons. Même les organisations sœurs, comme les Organisations paysannes européennes, ne se sont pas beaucoup mobilisées mais « grâce » aux négociations actuelles avec les USA, elles prennent conscience que c'est le même problème. Je pense que TAFTA va favoriser la sensibilisation de la société civile en Europe.

■ *Que disent ces accords de la manière dont l'Union européenne envisage son rôle ?*

Pour nous, l'Europe continue son rôle de colonisateur en Afrique; des pays comme la France et la Grande-Bretagne ont une influence énorme sur nos régimes politiques. Nous constatons que les chefs d'Etat africains ne sont pas élus par leur peuple mais que c'est l'Europe qui les met en place et les défait s'ils ne se rangent pas du côté de l'Europe. C'est une colonisation pire que la première car on ne nous laisse aucune chance, nous n'avons que l'agriculture et, si on détruit l'agriculture et l'alimentation, il ne nous restera rien du tout. On ne va pas créer du travail avec les APE. C'est très grave.

■ *La mobilisation va se poursuivre alors?*

On n'a pas le choix, c'est notre vie qui est en danger; en tant qu'Organisation paysanne, nous ne pouvons pas faire autrement que de nous battre tant que nous aurons une parcelle d'énergie dans nos corps. On va mobiliser tous les réseaux en Afrique de l'Ouest et ne pas baisser les bras parce qu'on ne peut accepter un accord totalement inutile et inique. ■

*Propos recueillis par Marine Lefebvre le 31 juillet 2014*

## Liberalisierung

# Die Folgen der Freihandelsabkommen

**Die Liberalisierung des Handels und der Märkte der Entwicklungsländer wurde Anfang der 1980er Jahren eingeläutet. Über hundert vor allem afrikanische und lateinamerikanische Länder waren in die Schuldenfalle geraten und mussten bei der Weltbank und dem Internationalen Währungsfonds (IWF) Kredite aufnehmen.**

Jean Feyder

Diese wurden ihnen gewährt unter der Bedingung, Strukturanpassungsprogramme im Sinne des Washingtoner Consensus durchzuführen. Dies leitete die Ära der Privatisierung, Deregulierung und Liberalisierung ein. Der Staat sollte sich aus wirtschaftlichen und sozialen Aktivitäten möglichst weit zurückziehen. Die Liberalisierung des Handels führte zur Beseitigung von Importquoten und zur Senkung und Vereinheitlichung von Zöllen. Die Entwicklungsländer wurden aufgerufen, sich an den angeblichen Vorteilen im internationalen Wettbewerb zu orientieren und erneut die Exportwirtschaft anzukurbeln, um mit den Erlösen ihre Auslandsschulden bedienen zu können.

Umgekehrt sollten die Verbraucher durch eine Öffnung der Märkte Zugang zu billigen Importgütern bekommen.

1994 trat, zum Abschluss der Uruguay-Runde, das Marrakesch-Abkommen in Kraft und zugleich wurde die Welthandelsorganisation (WTO) ins Leben gerufen. So wurde die Freihandelspolitik und die Wirtschaftsideologie von Weltbank und IWF weitergeführt und untermauert. Als dann die 2001 eingeleitete Doha-Runde knapp zehn Jahre später in eine Sackgasse geriet, wurden immer mehr regionale und bilaterale Handelsabkommen abgeschlossen. Bereits 1994 trat zwischen den USA, Kanada und Mexiko das Nordamerikanische Freihandelsabkommen NAFTA (North American Free Trade Agreement) in Kraft. Ein ähnlicher Vertrag wurde 2004 zwischen

den USA mit den Ländern Zentralamerikas (CAFTA) abgeschlossen. 2012 unterschrieb auch die EU ein solches Abkommen mit diesen Ländern. 2001 waren 239 solcher Abkommen in Kraft, davon die Hälfte erst seit 1995. Über diese Verträge werden den Entwicklungsländern zusätzliche Konzessionen in den Bereichen des Investitionsschutzes, des geistigen Eigentums und der öffentlichen Aufträge abverlangt. 500 Konzerne kontrollieren 70 Prozent des Welthandels, was klar macht, wer am meisten von diesen Abkommen profitiert und von wo die Lobbymacht ausgeht.

1. Die Strukturanpassungsprogramme und diese Handelsabkommen haben ein mächtiges Veränderungsinstrument dargestellt und einen wichtigen Beitrag zur Globalisierung der Armut geleistet. Während gut zwei Jahrzehnten blieben die Wachstumsraten der meisten Entwicklungsländer weit hinter denen der 1960er und 70er Jahre zurück.

2. Eine gravierende Folge der Senkung der Zollsätze war der Rückgang der Staatseinnahmen. Betrug der Anteil der Handelssteuern an den Gesamteinnahmen in den Entwicklungsländern noch 38,6 Prozent Anfang der 1990er-Jahre, so ging er zwischen 2000 und 2006 auf 31,1 Prozent zurück. So konnten die Entwicklungsländer viele ihrer Programme für Erziehung, Gesundheit und wirtschaftliche Entwicklung nicht mehr weiterführen.

3. Diese Liberalisierungsmaßnahmen sollten die heimische Industrie „wettbewerbsfähiger“ machen. Stattdessen aber führten sie zum Zusammenbruch des heimischen, für den Binnenmarkt produzierenden Fertigungssektors ohne gleichzeitig eine Belebung der Exporte



Photo: flickr.com CC

► 500 Konzerne kontrollieren 70 Prozent des Welthandels, was klar macht, wer am meisten von diesen Abkommen profitiert und von wo die Lobbymacht ausgeht.





Photo: flickr.com CC

► Die EU konnte zwischen 2000 und 2010 ihre Exporte nach Westafrika praktisch verdoppeln.

zu bewirken. Eine allgemeine Entindustrialisierung war die Folge und ein erheblicher Verlust von Arbeitsplätzen. Gemäß einer 2012 von der Weltarbeitsorganisation veröffentlichten Studie<sup>1</sup>, verlor Südsahara-Afrika zwischen 1980 und 2005 25 % seiner industriellen Arbeitsplätze. Die weltweite Liberalisierung des Textilhandels 2004 führte zur Aufgabe vieler Textilfabriken in Afrika, so in Senegal und in Sambia. Davon profitierten nur wenige Länder, wie vor allem China, Bangladesch, Kambodscha und die Türkei.

4. Auf dem Gebiet der Landwirtschaft wurden im Zuge dieser Liberalisierung die öffentlichen oder genossenschaftlichen landwirtschaftlichen Produktions-, Versorgungs-, Verarbeitungs- und Absatzunternehmen, an denen diese Staaten beteiligt waren, privatisiert. Gleichzeitig mussten jegliche staatlichen Beihilfen für die Kleinbauern abgeschafft werden, wie für Kreditbeschaffung und den Kauf von Düngemittel und Saatgut. Die gesamte Landwirtschaft

wurde auf den Export und nicht mehr auf die Selbstversorgung ausgerichtet. Es kam zur Vernachlässigung der Landwirtschaft und der Produktion von Nahrungsmitteln. Zwischen 1980 und 2004 sank der Anteil der öffentlichen Entwicklungshilfe für Landwirtschaft von 18 auf vier Prozent, obschon drei Viertel der Ärmsten, der Hungernden und Mangelernährten, gerade im ländlichen Raum leben.

Diese Politik und diese Wirtschaftsdeologie ist in meinen Augen einer der Hauptgründe, warum jeden Tag 25 000 Menschen, in der Mehrheit Kinder, an Hunger und Unterernährung sterben. Und warum von den sieben Milliarden Menschen, die auf unserem Planeten leben, über eine Milliarde nicht genügend zu essen hat.

Wie ich in meinem Buch „Mordshunger“ zeige, konnten sich beispielsweise zwei Länder wie Ghana und Haiti zu Beginn der 1980er-Jahre mit dem Grundnahrungsmittel Reis und Geflügelfleisch praktisch selbst versorgen.

Im Zug der verordneten Strukturanpassung und Liberalisierung der Märkte, werden heute in Haiti 90 Prozent des Reisbedarfs durch hoch subventionierte Importe aus den USA abgedeckt und in Ghana die Nachfrage für 90 Prozent des Geflügelfleischs durch ähnliche Dumpings-Importe aus der EU, den USA und Brasilien. Auch Milchpulver oder Tomatenmark aus der EU überschwemmen afrikanische Märkte und ruinieren Millionen von einheimischen Kleinerzeugern und Bauernfamilien.

Die 2013 durchgeführte Reform der Gemeinsamen Agrarpolitik (GAP) bleibt weiter auf Export orientiert. Heute importiert Westafrika bereits 25 Prozent seiner Nahrungsmittel. Die EU konnte zwischen 2000 und 2010 ihre Exporte nach Westafrika praktisch verdoppeln. Deren Wert stieg von 1,5 Milliarden EUR auf 2,9 Milliarden.

5. Der Einnahmerückgang der Staatseinkommen hatte besonders starke Auswirkungen auf die Gesundheitsversorgung. Es kam zu einer Senkung



der Gesundheitshaushalte und zur Einführung kostenpflichtiger Gesundheitsdienste. Die Folgen waren absehbar. Die Armen ließen sich nicht mehr behandeln, und die von den Nutzern entrichteten Gebühren erbrachten nur beschränkte Einnahmen. Der Zwang, ein Netz von – wenn auch schlecht ausgestatteten – Krankenhäusern und Ambulanzen aufrechtzuerhalten, bürdete den Gesundheitssystemen immer schwerere Lasten auf, die sie an den Rand des Bankrotts brachten, so Paul Hunt, der UN-Sonderberichterstatter für Gesundheit. Jedes Jahr sterben fast zwei Millionen Menschen an AIDS/HIV, eine Million an Malaria und mehr als 500.000 Frauen während und nach der Niederkunft.

6. Die Perspektivlosigkeit auf dem Lande zwingt jedes Jahr ungefähr 50 Millionen Menschen zur Landflucht in die Städte. Immer mehr riskieren ihr Leben, um übers Meer nach Lampedusa zu gelangen.

### Die verheerenden Folgen des NAFTA-Abkommens

In Folge des NAFTA-Abkommens haben in Mexiko zwei Millionen Bauern ihre Arbeit verloren. Die Maisimporte aus den USA sind um das Fünffache gestiegen, die Preise für Mais um 66 Prozent zusammengebrochen. Zwischen 1997 und 2005 gab es aber auch enorme Importsteigerungen aus den USA von Rind-, Schweine- und Geflügelfleisch, Weizen und Reis. Der Verlust für die mexikanischen Bauern wird auf etwa 12,8 Milliarden Dollar geschätzt.

Aber auch die weiteren Auswirkungen dieses Abkommens auf die mexikanische Gesellschaft sind verheerend. Es hat zum Verschwinden der landwirtschaftlichen Mittel- und Kleinbetriebe beigetragen und damit zu einer schlimmen Zerstörung des gesellschaftlichen Lebens und des sozialen Zusammenhalts in den Dörfern. Viele Männer und Jugendliche sind nach Amerika ausgewandert, die Frauen und Kinder wurden zurückge-

lassen. Die explosionsartige Zunahme der Gewalt in Mexiko und die Ausbreitung der Drogenbanden hängt direkt mit der Perspektivlosigkeit der Jugendlichen auf dem Lande zusammen, die NAFTA mit sich zog. 2011 waren 19 Millionen Mexikaner unterernährt, davon 60 Prozent auf dem Lande.

Vor einem Jahr gingen die Kleinbauern Kolumbiens massiv auf die Straße um gegen die Billigimporte von Nahrungsmitteln und gegen die Erhöhung der Energiepreise zu protestieren, infolge der Freihandelsabkommen zwischen Kolumbien und den USA sowie der EU.

### Für eine Neuorientierung der EU-Handelspolitik

Die EU praktiziert eine Ernährungssouveränität, die sie dem Süden verweigert. Sie schützt ihre Märkte weiterhin durch das Auferlegen von Steuersätzen von 50 bis 87 % auf Getreide-, Fleisch- und Milchimporte. Demgegenüber wurden den Entwicklungsländern ähnliche Schutzmaßnahmen untersagt, denn sie wurden durch die Strukturanpassungsprogramme genötigt, die Steu-

ersätze auf die oben genannten Produkte drastisch zu senken (auf 0-20 %).

Ohne Schutz der Märkte der armen Entwicklungsländer kommt es zu keiner Entwicklung. Sie brauchen vor allem einen ernsthaften und ausreichenden Schutz ihrer landwirtschaftlichen aber auch industriellen Produzenten, der ihrem niedrigem Produktivitätsniveau in geeigneter Weise Rechnung trägt. Der Aufstieg Chinas, Südkoreas und Taiwans erfolgte in den 50iger und 60 iger Jahren unter der Absicherung der Märkte gegen Importe. Der Marshall-Plan erlaubte es, unsere europäischen Industrieprodukte gegen billigere Waren aus den USA zu schützen und so unseren Wirtschaftsaufbau zu fördern. Es wäre im Interesse der EU und im Sinn der Politikkohärenz, gemäß Artikel 208 des Lissaboner Vertrages, einer solchen Neuorientierung der Handels- und Entwicklungspolitik zuzustimmen. ■

*Jean Feyder ist Mitglied bei ASTM und SOS-Faim.*

(1) BIT: 'Trade and Employment : From Myths to Facts'



► Rund zwei Millionen mexikanische Maisbauern haben aufgrund des Freihandelsabkommens mit den USA ihre Arbeit verloren.

## Philippinen

# Ein alternativer Evaluierungsansatz

**Stellen Sie sich vor, Sie sind als Bauer im Besitz von offiziellen Dokumenten, die Ihnen das Recht auf das Land erteilen, das Sie bestellen. Sie bekommen die Landtitel für dieses Land aber nicht, da ein früherer Grundeigentümer die Übertragung anfechtet; die Behörden bleiben untätig, während der frühere Eigentümer Sie mittels seiner privaten Miliz ungestraft terrorisiert und eine falsche Anschuldigung nach der anderen gegen Sie erhebt.**

### Julie Smit

Mit solchen Situationen sehen sich die 29 Familien der Bauernorganisation PATAG der Ortschaft Quiwi auf der philippinischen Insel Negros regelmäßig konfrontiert.

Mit der Unterstützung der lokalen NRO Paghida-et sa Kauswagan Development Group (PDG), Partner der ASTM seit 2013, verbessern sich ihre Perspektiven jedoch allmählich. Die Ausbildungen von PDG zur biologischen Landwirtschaft und Landrecht sowie auf dem Gebiet der Organisationsführung und der Durchführung von Kampagnen haben zu höheren und abwechslungsreicheren Ernten aber auch zu dem mutigen Schritt geführt, mehrere umstrittene Landparzellen gemeinschaftlich zu besetzen und zu bestellen.



Photo: Country Office / ASTM

► Gerlan Ardenio, Mitglied des Agrarreformausschusses von PATAG.

Auf Anregung unseres „Country Office“ in Manila wurde neulich beschlossen, die erzielten Fortschritte der PATAG mit der sogenannten *Most Significant Change (MSC)* - Methodik, zu analysieren. Unsere belgischen Kollegen der NRO Solidagro und Geneeskunde voor de Derde Wereld haben schon gute Erfahrungen mit diesem Ansatz gemacht. Es handelt sich um eine eher qualitativ- und partizipatorisch ausgerichtete Evaluierungstechnik, in der die Zielgruppenvertreter nach der für sie bedeutsamsten Veränderung eines Projektes gefragt werden.

Die MSC-Methodik unterscheidet sich von der von ausländischen Geberorganisationen häufig angewandten quantitativen Evaluationsmethodik, die den lokalen Partner zwingt, bei der Gestaltung seiner Projekte einen Schwerpunkt auf quantifizierten Zielvorgaben und objektiv überprüfbare Indikatoren zu legen. Ein regelmäßiges Monitoring von Entwicklungsprojekten an Hand von vorher festgelegten, quantitativen Indikatoren ist zwar wichtig, um erzielte Fortschritte zu evaluieren und eventuellen Anpassungsbedarf zu identifizieren, aber ein „Monitoring ohne Indikatoren“, die von der einfachen Frage an die Zielgruppen ausgeht „Was war für Sie die bedeutsamste Veränderung seit Projektanfang?“ ermöglicht zusätzliche Erkenntnisse.

Die MSC-Evaluierung mit PATAG wurde Anfang September von unserer Country Office durchgeführt. Nach einer Einführung in die Methodik und Zielsetzung der MSC, wurden 13 Mitglieder von PATAG gebeten, die bedeutsamste Veränderung bei der eigenen wirtschaftlichen Situation sowie bei der Organisa-

tion zu beschreiben. Nach 1.5 Stunden wurden die Aussagen eingesammelt und anschließend in der Gruppe vorgelesen und diskutiert. Am Schluss wählte die Gruppe zwei Beiträge aus, die die für alle bedeutsamsten Veränderungen darstellten.

### Aussage eines Mitgliedes von PATAG

„Ich bin Gerlan Ardenio, Mitglied des Agrarreformausschusses von PATAG. Die bedeutsamste Veränderung innerhalb unserer Organisation ist für mich das gesteigerte Engagement der Mitglieder. Jedes Mitglied macht jetzt aktiv bei den gemeinsamen Projekten wie der Bestellung der gemeinschaftlichen Felder, mit. Die Landbesetzung wurde auch anhand einer kollektiven Entscheidung der Mitglieder von PAGAG umgesetzt.“

PDG unterstützt uns mit Ausbildungen, u.a. zur Einführung von verschiedenen Kulturen und zum biologischen Anbau. Durch den Bioanbau haben wir einen Bestand an Saatgut aufgebaut und Finanzmittel erwirtschaftet, die zur Deckung der Betriebskosten unserer Organisation beitragen. Als wir einmal zusätzliche Finanzmittel brauchten, um die Nahrungsmittelproduktion anzukurbeln, konnten wir als Organisation die benötigten Mittel bekommen. Unsere Erfahrungen haben auch den Bauern unserer Nachbargemeinschaften die Wichtigkeit eines starken Zusammenhalts in der Gemeinschaft für die Erlangung von Landrechten gezeigt und sie motiviert, eine eigene Organisation zu gründen.“ ■

Julie Smit ist Mitglied der ASTM.

## Finance

## L'Argentine vampirisée par les fonds vautours

**Les Argentins doivent faire face aujourd'hui à des difficultés bien pire qu'une défaite au Mondial, même si celles-ci ne font pas la une des journaux : le pays entier est sous la menace d'un défaut de paiement qui pourrait mettre son économie à terre.**

**Jean-Sébastien Zippert**

Les difficultés économiques de l'Argentine se sont accélérées ces derniers mois : le 29 mai elle signait un accord qualifié d'historique avec les membres du Club de Paris qui regroupe ses créanciers souverains les plus importants. Malheureusement, cet accord ne concernait pas les créanciers privés de l'Argentine, dont les fonds Elliott Management Corp. et Aurelius Capital Management LP à qui la Cour suprême des Etats-Unis a donné raison en début septembre, malgré les interventions de l'administration Obama. Ces deux fonds sont en droit de réclamer le remboursement au nominal d'obligations achetées à bas prix sur le marché secondaire.

Les deux fonds américains ont acheté de la dette argentine à prix cassé en 2008 (soit à 20 % de leur valeur nominale), c'est-à-dire après le défaut, et même après le programme de restructuration qui a commencé en 2005. Contrairement aux autres créanciers publics, les fonds vautours parient toujours sur la faillite d'un pays en jouant clairement la procédure judiciaire pour obtenir le meilleur retour sur investissement. Depuis la faillite de 2001, Buenos Aires rembourse progressivement sa dette envers 93% des créanciers privés qui ont consenti en 2005 et 2010 à une remise de dette d'environ 70%. Mais les 7% restant, des fonds spéculatifs qui ne détiennent que... 1 % du volume de la dette argentine, ont refusé cet accord et activé l'option judiciaire pour réclamer 100% de la valeur nominale de bons qu'ils avaient achetés à bas prix. Ainsi NML, un des fonds „vautours“ les plus controversés, empocherait selon le juge-



Photo: flickr.com CC

► Plus d'un manifestant argentin s'est déguisé en vautour ces dernières semaines.

ment une plus-value de... 1.600% !

Cette décision est donc lourde de conséquences et pas seulement pour l'Argentine : car à quoi bon pour un créancier de négocier des plans de restructuration de ses actifs (et donc d'accepter de substantielles pertes financières) si d'autres jouent la carte judiciaire et obtiennent un remboursement au prix fort ? Les Grecs, qui ont effacé 100 milliards d'euros de dettes en 2012, suivent de près ce qui se passe en ce moment en Argentine. Le FMI s'est notamment dit „inquiet de potentielles implications plus vastes pour l'ensemble du système“, estimant que le jugement pourrait menacer les futures restructurations de dette publique dans le monde.

Le ministre argentin de l'Economie Axel Kicillof a déclaré : „Nous allons envoyer nos avocats pour parler avec

le juge Griesa (de la Cour suprême des Etats-Unis), car, „si le jugement s'applique, l'Argentine se verrait obligée de payer aux fonds vautours non pas 1 milliard de dollars mais 15 milliards, et cela conduirait l'Argentine au défaut de paiement.“

Face à la cupidité sans limite de ces fonds qui prospèrent sur la déroute des économies nationales, le blogueur Olivier Berruyer<sup>1</sup> propose deux gardes fous à introduire dans le droit international. Le premier consiste à ce qu'un acheteur d'une obligation publique ne soit pas remboursé au-delà de 130 % (pour assurer une certaine liquidité) de son prix d'achat, et le deuxième à ce que l'obligation publique reste la propriété de son Etat émetteur, empêchant qu'un autre pays puisse avoir une compétence pour juger celui-ci en cas de litige. Eric Toussaint, du Comité pour l'Annulation de la Dette des Pays du Tiers Monde (CADTM) préconise d'effectuer en plus un audit public de la dette argentine pour séparer la partie de la dette qui a effectivement profité à la population et l'autre qui a servi surtout à enrichir l'oligarchie du pays : la partie illégitime de la dette ne justifiant pas de remboursement. Cet audit citoyen a été mené avec succès en Equateur en 2007. Des mesures de bon sens d'autant que ces fonds vautours sont majoritairement issus d'un pays largement surendetté qui finance son déficit en inondant le monde entier de sa monnaie dont la crédibilité est pour le moins sujette à discussion... ■

*Jean-Sébastien Zippert est collaborateur de l'asbl etika ([www.etika.lu](http://www.etika.lu)).*

(1) voir [www.les-crises.fr](http://www.les-crises.fr)



## Flüchtlingspolitik

## Mitten in Europa: Das Leben im Zeltlager von Rosarno

Es ist schwülheiß. Fliegen summen in der Luft. Zum Schutz vor der glühend heißen Sonne sitzen wir unter einer Plastikplane auf kaputten Autositzen. Neben mir bereitet Ibrahim<sup>1</sup> Tee zu. Der Tee wird mehrfach aus großer Höhe von einem Glas ins andere gefüllt bis sich eine Schaumschicht gebildet hat. Die anderen fünf Männer reden wenig und spielen viel an ihren Handys herum. Vor uns stehen 64 blaue Katastrophenschutzzelte wie man sie aus dem Fernsehen kennt. Hinter uns Fahrradteile: Rahmen, Felgen, Sattelpolsterungen, Lenker, alles quer durcheinander.

Carole Reckinger

Aladin, Mitte vierzig, glattrasiert und kahlgeschoren, kommt aus dem Niger und lebt seit drei Jahren in Rosarno. Am Anfang hat er sich ein kleines Zimmer in der Stadt gemietet, aber bald konnte er sich die 150 Euro pro Monat nicht mehr leisten. „Hier in Italien gibt es keine Arbeit, keine Häuser, die man sich leisten könnte. Das Leben hier ist schwer“, erzählt er. Aladin hatte jahrelang in Libyen als Mechaniker gearbeitet und gut verdient. Regelmäßig konnte er zurück nach Niger reisen, um Zeit mit seiner Familie zu verbringen. „Obwohl es mir gut ging, habe ich all diese Jahre nach einem Weg nach Europa gesucht“. Nach dem Sturz Gaddafis 2011 war auf einmal der Seeweg frei. Er bezahlte einen Schlepper für die Überfahrt. Mit etwa 1550 anderen, davon etwa 350 Frauen und 100 Kinder, wagte er die gefährliche Reise. Wegen eines Motorschlags dauerte die Überfahrt 4 Tage statt weniger als 24 Stunden. Zu essen und zu trinken hatten sie bald keines mehr, und viele Menschen starben. „Wie viele genau weiß ich nicht. Mehr als 100, vielleicht mehr als 200. Die italienische Marine fand uns auf hoher See und brachte uns nach Sizilien“.

## Bittere Orangen

Nach einigen Monaten Arbeitssuche in Neapel und anderen Städten ist Aladin in Rosarno, Kalabrien gelandet. Die 15000 Einwohnerstadt Rosarno in der fruchtbaren Ebene von Gioia Tauro ist



Photo: Carole Reckinger

► Bis zu 6 Personen teilen sich ein 4x5 Meter großes Zelt.

ein Landwirtschaftszentrum für Zitrusfrüchte und gilt als eine der Hochburgen der berüchtigten kalabrischen Mafia, der *'Ndrangheta*. Bis Anfang der 90er Jahre verdienten auch die Einheimischen von Rosarno ihren Lebensunterhalt mit Feldarbeit. Dann kamen die billigeren Kräfte aus den ehemaligen Ostblockstaaten und später auch aus Afrika. Zwischen Oktober und März pflücken etwa 2000 Saisonarbeiter Orangen und Mandarinen zu einem Hungerlohn. 25 Euro für zehn bis zwölf Stunden Arbeit, minus drei Euro für den Transport zur Plantage. Manchmal wird nach Kisten bezahlt. Das bringt einen Euro pro Kiste mit 22 Kilo Mandarinen. Bei Orangen sind es 50 Cent pro 22-Kilo-Kiste, das entspricht etwa 2 Cent pro Kilo. Die meisten finden aber nicht jeden Tag Arbeit. Seit kurzem erhalten Orangenplantagen in Kalabrien

ihre EU-Subventionen abhängig von der Anbaufläche, anstatt vom Ertrag. Es scheint deshalb oft lukrativer, die Orangen an den Bäumen zu lassen, selbst wenn man illegale Arbeiter zu Sklavenlöhnen für die Ernte einsetzt. Zudem drücken Billigimporte aus Südamerika die Orangensaftpreise.

Die Obst- und Gemüsewirtschaft in Südeuropa hat einen hohen Bedarf an irregulären Saisonarbeitern. Dass diese in den Orangenplantagen Rosarnos für einen Hungerlohn arbeiten und manchmal fast wie Sklaven leben müssen, ist spätestens seit Januar 2010 bekannt. Nachdem ein Afrikaner mit Schussverletzungen ins Krankenhaus eingeliefert worden war, versammelten sich hunderte afrikanische Arbeiter, um gegen diesen Gewaltakt zu protestieren. Mit tatkräftiger Unterstützung



der *'Ndrangheta* veranstalteten einige Einwohner Rosarnos eine regelrechte Hetzjagd auf Dunkelhäutige. 67 Menschen wurden dabei verletzt, die große Mehrzahl davon waren Afrikaner. Mehr als 1000 afrikanische Wanderarbeiter mussten unter Angriffen und Demütigungen wie „Raus aus der Stadt, ihr beschissenen Neger! Genug der Affen!“ aus der Umgebung flüchten. Nach einem kurzen Aufschrei in der Presse über die „Blutorangen aus Kalabrien“ wurde es schnell wieder still um Rosarno.

Vier Jahre später geht die Ausbeutung weiter wie zuvor. Bagger haben mittlerweile die alten stillgelegten Fabriken, in denen die afrikanischen Arbeiter vor 2010 gelebt haben, niedergelassen. Etwa 5 Kilometer außerhalb von Rosarno wurde in einem Industriegebiet mit öffentlichen Geldern die Zeltstadt errichtet, in der wir gerade sitzen. Hier gibt es Platz für etwa 384 Menschen, wenn 6 Personen sich das 4x5 Meter große Zelt teilen. In den Wintermonaten leben hier mehr als 1000. Diejenigen, die keinen Platz in einem Zelt finden, bauen sich Notunterkünfte aus Karton und Plastik. Die Zeltstadt wird mittlerweile nicht mehr betreut - es sollte kein Geld mehr geben - und die Männer sind auf sich selbst gestellt. Die Zelte sind mittlerweile fast alle kaputt und es regnet hinein. Mit Plastiktüten werden die Zelte notdürftig abgedichtet. Der Müll stapelt sich hinter dem Camp.

Jetzt im Sommer leben etwa 50 Menschen in der Zeltstadt. Viele afrikanische Wanderarbeiter ziehen je nach Saison von Arbeit zu Arbeit; denn Italien hat viele „Rosarnos“. Von Juli bis September ernten sie Tomaten in Apulien, dann ernten sie Oliven in Apulien oder Kalabrien; im November kommen sie zurück zur Zitrusernte in die Piana di Gioia Tauro bei Rosarno. Einige Männer wie Aladin bleiben das ganze Jahr über in Rosarno. Während der Sommermonate gibt es wenig Arbeit hier, aber sie haben nicht genug Geld um weiterzureisen oder keine Kontakte

um anderswo eine Arbeit zu finden. Die Sommertage sind lang, die Stimmung gedrückt und die Arbeitssuche für viele vergeblich. Sie sitzen im Camp und schlagen die Zeit tot. Hauptthema unter den Männern sind Winter wie Sommer Arbeit und Papiere. Viele verfügen über eine Aufenthaltsgenehmigung, einige haben humanitäres Bleiberecht oder politisches Asyl. Einige warten auf ihren Flüchtlingsstatus, andere haben keine Papiere. Aber eigentlich scheint es egal zu sein was für Papiere oder Status sie haben. Sie sitzen alle zusammen in der

## „Wie soll ich denn nach Hause gehen ohne Papiere, ohne Geld?“

Zeltstadt. In der Theorie haben Flüchtlinge in Italien Anspruch auf soziale Betreuung und medizinische Versorgung. Aber in der Praxis fehlen staatliche Hilfsstrukturen, und auch Flüchtlinge mit Aufenthaltsstatus sind darauf angewiesen, jegliche Arbeit anzunehmen, um zu überleben.

## „Ich will meiner Familie keine Sorgen machen“

Die Sonne hat ihren höchsten Stand erreicht. Es ist Zeit für das Mittagsgebet, das oder den Zuhr. Die Gruppe muslimischer Männer steht auf und bewegt sich Richtung der selbstgebauten Moschee, die größtenteils aus Plastikplanen besteht. Wir gehen zwei Zeltreihen weiter zu Jennifers Restaurant. Die 37-jährige Ghanaerin ist eine von drei Frauen im Zeltlager. Sie versucht zu überleben mit dem Verkauf einiger Lebensmittel und einem kleinem Restaurant. Sie sitzt wie immer im Eingang ihres blauen Zeltes und kocht. Heute gibt es Fufu, ein fester Brei aus Maniok und Kochbananen, serviert mit einer Fischsoße: ein Nationalgericht in Ghana. 2 Euro pro Teller.

Auf einem Plastikstuhl vor ihrem Zelt sitzt Babu, Anfang 30. Er ist sehr

still und hat seinen Blick gesenkt. Vor ihm steht eine Flasche Bier. Seine Frau sei vor 6 Wochen nach kurzer Krankheit in Gambia verstorben, berichtet er. Er konnte nicht zur Beerdigung gehen weil er in Rosarno festsitzt. „Wie soll ich denn nach Hause gehen ohne Papiere, ohne Geld?“ fragt er verzweifelt. Seine Kinder würden jetzt bei den Eltern wohnen. Babu erzählt, dass er immer sagt, es sei alles in Ordnung, wenn er zu Hause anruft. Wenn ich die Wahrheit sagen würde, würde sich meine Familie nur aufregen. „Ich will ihnen keine

Sorgen bereiten. Sie haben schon genug Probleme“. Mittlerweile ist Aladin vom Zuhr Gebet zurück und hat sich neben uns gesetzt. Er spricht kein Englisch und man merkt, dass er normalerweise nicht zu Jennifers Restaurant kommt, wo Alkohol verkauft wird, und vor allem englischsprachige Afrikaner sitzen. Die Verständigungssprache zwischen Babu und Aladin ist Italienisch, welches beide fließend sprechen. „Aber auch wenn man zu Freunden oder Bekannten in der Heimat ehrlich ist und sagt das Leben sei nicht einfach, kommen sie dennoch nach Rosarno oder Europa, weil sie einem nicht glauben“ fügt Aladin hinzu. „Erst wenn sie hier sind, sehen sie, dass wir nicht gelogen haben“. „Meine Familie ist in Afrika. Wenn ich einen Weg finde, um zurückzufahren, dann mache ich das“ sagt Aladin. Baba schaut hoch und stimmt ihm zu. ■

*Carole Reckinger arbeitet seit 2012 mit den Anthropologen Gilles Reckinger und Diana Reiners am Projekt [www.bitteroranges.com](http://www.bitteroranges.com), das vom 2. Dezember bis 28. Januar 2015 im CCRN (Luxemburg-Grund) zu besichtigen ist.*

(1) Alle Namen in diesem Artikel wurden geändert.

## Studienreise

## Zwei Luxemburger Gemeindevertreter auf Studienreise in Peru

Im Rahmen des EU-Projektes „From Overconsumption to Solidarity“ besuchte vom 14.-25. Juni 2014 eine internationale Delegation mit 13 Teilnehmern aus Luxemburg, Deutschland, Österreich, Dänemark, Grönland, Tschechien, der Slowakei, Ungarn und Brasilien das südamerikanische Land Peru.

### Roger Martinez-Dolz

Die beiden Luxemburger Vertreter waren Christian Mohr aus Ettelbrück und Gérard Schoos aus Weiler-la-Tour, die Präsidenten der Umweltkommissionen ihrer jeweiligen Gemeinde. Roger Martinez-Dolz von der Nord-Süd-Koordination des Klima-Bündnis Lëtzebuerg und Silke Lunnebach vom Internationalen Klima-Bündnis organisierten und leiteten die Reise. Ziel war es, sich vor Ort im Andenhochland und im Amazonastiefland mit eigenen Augen ein Bild von den Folgen unseres Konsums an Rohstoffen machen zu können. „Türöffner“ vor Ort waren FEDEPAZ,

eine ONG von Anwälten, die Anwohnern von Minenprojekten juristisch Beistand leistet und seit 2011 von der ASTM unterstützt wird, sowie FORMABIAP, die Organisation der Indigenen in der Amazonasprovinz um Iquitos, Partner des Internationalen Klima-Bündnis.

### Goldabbau im Andenhochland

Erste Station war die Region von Cajamarca im nördlichen Andenhochland. Hier liegt Yanacocha, die zweitgrößte Goldmine der Welt im Tagebau, die im Besitz der US-amerikanischen Firma Newmont Mining Corporation ist. Zum Schutz der Wasservorräte, der Biodiversität und der Gesundheit der

Anwohner, leistet eine starke Bürgerbewegung friedlich Widerstand gegen die Rechtsverstöße der Bergbaufirma beim Abbau. Die Proteste gelten ebenfalls der Regierung Perus, denn diese kümmert sich mehr um die Interessen der ausländischen Investoren als um die Interessen der einheimischen Bevölkerung. Um ein breites Spektrum der Meinungen zum Bergbau zu hören, traf die Delegation in Cajamarca und Celendin Vertreter der Zivilgesellschaft, der privaten Wirtschaft, der Regionalverwaltung und der Kommunen. Kaum zu ertragen waren die Berichte einiger Opfer des von der Mine vergifteten Wassers und brutaler Repression durch die Polizei, bei der im Jahr 2012 fünf Demonstranten durch Polizeikugeln starben. Die einzige Organisation in der Region, die trotz mehrmaliger Gesuche auf verschiedenen Kanälen ein Treffen mit der Delegation ablehnte, war die Newmont Mining Corporation. Umso weniger ist nachzuvollziehen, warum der Luxemburger Rentenfonds nach wie vor Anteile an Newmont hält. Hier drängt sich die Frage auf, ob unsere Renten auf Renditen aus Projekten, die anderswo die Gesundheit von Menschen zerstören, angewiesen sind.

### Im Regenwald Amazoniens

Aus den Höhen von fast 4000m ging es dann hinab in die schwülwarme Amazonas-Provinz Loreto. Hier standen die Begegnung mit Indigenen und die Auswirkungen von vier Jahrzehnten Erdölförderung im Mittelpunkt. Die Gruppe besuchte das „Fortbildungszentrum für indigene zweisprachige Lehrer“ der FORMABIAP, wo indigene Gemein-



Photo: FEDEPAZ

► In der Region Cajamarca in Peru leistet eine starke Bürgerbewegung Widerstand gegen eine US-amerikanische Bergbaufirma.

schaften durch ein angepasstes und staatlich anerkanntes Ausbildungsprogramm versuchen, ihre Kultur, Tradition und ihren respektvollen Umgang mit dem amazonischen Regenwald zu bewahren. Beim Besuch des Indigenendorfes „2 de Mayo“ am Rio Marañon erfuhren die Teilnehmer, wie sich das letzte Ölleck auf die Wasserqualität und die Fischbestände, die ihre wichtigste Nahrungsgrundlage darstellen, auswirkte. Und auch in Iquitos, der Provinzhauptstadt, trafen sie auf indigene Gemeindesprecher aus allen Teilen des peruanischen Amazonasgebietes, die dort auf dem Hauptplatz zwei Wochen lang ein Protestcamp gegen die Ölverschmutzungen durch die argentinische Ölfirma Petroplus und Petrochina sowie die nicht erfüllten Versprechen von Präsident Humala eingerichtet hatten.



Photo: ASTM

► Die Teilnehmer der Studienreise besuchten auch die Indigenen im Amazonasgebiet.

## Ressourcenabbau, Wachstum und Armut

In beiden Fällen – dem Goldabbau in den Anden und der Ölförderung im Amazonastiefland – fanden die Teilnehmer einen Mangel an vorheriger Information der lokalen Bevölkerung, an Respekt vor ihren Grundrechten und an Interesse zum Dialog. Die Anwohner werden einfach ignoriert oder unterdrückt, wenn es für das „Wirtschaftswachstum“ nötig erscheint, obwohl es dort nur wenige Investitionen in die lokale Gesellschaft und kaum Wachstum in den Beschäftigungsraten gibt.

Ein besonderes krasses Beispiel bietet die Goldregion Cajamarca, die Anfang der 1990er Jahre die drittärmste Region Perus war und jetzt, nach 20 Jahren Bergbau, zur ärmsten Region des Landes avanciert ist mit der höchsten Analphabetenrate und der höchsten Sterberate von Müttern und Kindern. Peru gilt als angehendens „Schwellenland“ und verzeichnete im vergangenen Jahrzehnt jährliche Wachstumsraten von über 5%. Bei der ländlichen Bevölkerung ist davon allerdings nur sehr wenig angekommen.

## Zurück in Lima

Zum Abschluss der Studienreise erfuhren die Delegation in Lima in einem Gespräch von der Nationalen Koordination der Menschenrechtsorganisationen mehr über die in Peru gängige Kriminalisierung von Bauern- und Indigenengruppen, die sich gegen die Rechtsmissbräuche von Minengesellschaften und des Staates wehren. Auch wurde ihnen erklärt wie verschiedene Gesetze geändert wurden, um polizeiliche Unterdrückung und Missachtung von Menschenrechten zu ermöglichen. Sehr aufschlussreich war auch das Treffen mit der Vize-Bürgermeisterin dieser rasch wachsenden 10-Millionen-Metropole, die ihre Initiativen zur Mobilität, Wiederaufforstung, CO<sub>2</sub>-Reduktion und Wiederbelebung öffentlicher Grünräume in Zusammenarbeit mit Bürgerinitiativen vorstellte. Zuletzt gab es noch ein Treffen mit der AIDSESP, dem nationalen Verband der Indigenen der Amazonasregion, über die Folgen des Klimawandels in Peru und ihre Vorbereitungen zum Klimagipfel im Dezember in Lima.

## Zurück in Europa

Die 13 Teilnehmer der Studienreise werden in den nächsten Monaten in ihren jeweiligen Ländern ihre Erfahrungen aus Peru als Multiplikatoren über die Presse, mit Vorträgen und mit Diskussionsrunden weitergeben, um in Europa Bewusstsein über die Folgen unseres Importes von Rohstoffen und unseres nicht-nachhaltigen Konsummodells zu schaffen. Christian Mohr und Gérard Schoos werden auf der Plénière im November über die Reise berichten und stehen gerne im Rahmen ihrer zeitlichen Möglichkeiten für Vorträge in Klima-Bündnis-Gemeinden zur Verfügung. ■

*Roger Martinez-Dolz ist Mitglied der ASTM.*



## Tourisme

## Destination solidaire et „exclusive“ : le Tchad...

**Un seul et unique vol civil par semaine sur un tarmac rudimentaire à usage militaire, un chétif bâtiment à côté d'un puits encadré par un pneu XXL et une escouade de douaniers dépêchés sur place depuis la capitale pour une activité limitée à une rotation hebdomadaire, celle du boeing 737 en provenance... de Marseille !**

**Marine Lefebvre**

Ce dispositif peu commun est la prouesse d'un homme, le français Maurice Freund qui œuvre depuis 30 ans pour le désenclavement des pays sahéliens en mettant en place des vols entre la France et les villes sahéliennes. Mopti (Mali), Atar (Mauritanie), Agadez (Niger) ont ainsi notamment été desservies, favorisant l'essor d'un tourisme solidaire dans ces villes du désert. L'ancien directeur d'Air Mali est un précurseur du système des charters qu'il a développé à partir de 1995 avec son agence de voyages Point-Afrique.

La dernière „conquête“ de Maurice Freund, c'est l'oasis de Faya Largeau, aux confins du Tibesti, dans le Nord du Tchad... à près de 1000km de la capitale N'djamena.

Dans cette région déchirée par des conflits depuis 30 ans, l'accalmie survenue en 2011 a convaincu le Français de relever le défi : „en 2007, explique-t-il, nous avons fait voyager 48 000 personnes au Sahara. En 2008, année où quatre Français ont été assassinés en Mauritanie, 12 000. Et en 2011, moins de 1 000...“ En raison de la détérioration de la sécurité en zone sahélienne avec l'installation des groupes djihadistes, la compagnie Point-Afrique a dû se résoudre à suspendre ses vols sur le Niger, le Mali, ou l'Algérie, contribuant bien malgré elle au „ré-enclavement“ de ces zones où s'étaient créés auberges, campements et autres infrastructures pour touristes en mode „routard“. Dans la même période, la société française a réduit ses salariés à 5... contre 90 lors des années fastes et perdu 6,5 millions d'euros.



Photo: Marine Lefebvre

► Un seul et unique vol civil par semaine sur un tarmac rudimentaire à usage militaire.

C'est dans ce contexte que M. Freund décide de miser sur le Tchad pour ouvrir les canyons de l'Ennedi, le volcan de l'Emi Koussi ou les lacs d'Ounianga aux touristes baroudeurs en mal de Sahara. Le premier vol est programmé dès février 2012 mais la France s'inquiète de voir des centaines de ses ressortissants fréquenter une zone que le ministère des Affaires étrangères déconseille fortement aux voyageurs, „sauf raisons impérieuses“ et ne se montre guère coopératif: l'appui logistique négocié avec la base de l'armée française présente à Faya-Largeau est finalement refusé et l'agence est notamment contrainte de procéder à des escales intermédiaires pour faire le plein de carburant, ce qui grève les coûts: sur les trois premiers vols, les pertes se chiffrent à 220 000 euros.

Pourtant, la liaison Marseille-Faya-Largeau trouve un allié de poids : N'Djamena offre une subvention qui couvre 50% des pertes et s'engage à

fournir du carburant qui sera acheminé par la route depuis la capitale. Car la venue de touristes européens sur son territoire est un objectif des autorités tchadiennes qui ont, en 2007, créé un office tchadien du tourisme, avec pour ambition d'accueillir 500 000 visiteurs d'ici 2020 !

Maurice Freund soutient que le nord du Tchad est sécurisé. „L'armée tchadienne connaît nos itinéraires et nous suit de près. Et nous avons établi des liens très forts avec les Toubous [les habitants de la zone, réputés méfiants], qui ont vite compris l'intérêt qu'ils avaient à nous aider. Sans leur collaboration, je n'envverrais personne là-bas“, affirme le Français qui veut voir dans ce timide développement touristique un moyen d'améliorer la vie des locaux en favorisant les échanges et en stimulant l'offre de services locaux. Pour lui, développer un tourisme équitable au Tchad est fondamental : „Abandonner cette région serait une grave erreur. Si les djihadistes



s'y implantent, on ne les en délogera jamais."

De son côté, la France n'en démord pas et, malgré le bilan sans anicroche de deux saisons, a continué de ne pas soutenir la rotation de Point Afrique et d'alerter sur des problèmes de sécurité. Pour la saison touristique 2013-2014, des „pressions“ sur une agence de voyages spécialisée dans les destinations extrêmes l'ont conduite à annuler ses réservations dans chacun des onze vols de la saison : en novembre 2013, le taux de remplissage étant trop faible, Point-Afrique a une nouvelle fois envisagé d'abandonner, mais Idriss Déby Itno, le Président tchadien, s'est de nouveau engagé à apporter une subvention substantielle (180 000 euros) à la compagnie. „Ça nous a sauvés“, assure le fondateur de l'agence.

Entre l'hiver 2013 et le printemps 2014, 500 voyageurs ont emprunté le Boeing 737 aux rangées clairsemées, et, parmi les amoureux du Sahara à avoir bravé les interdits des Affaires étrangères, on a vu Raymond Depardon revenir dans ce pays où il avait tourné dans les années 70 un documentaire sur les indépendantistes du Frolinat.

Le Tchad demeure l'un des pays les plus pauvres du monde et, si la fin de la guerre par procuration que se sont livrée le Tchad et le Soudan entre 2005 et 2010 à travers le soutien à diverses rebellions a apporté un semblant de paix, les problèmes internes au Tchad sont loin d'avoir été réglés : mauvaise gestion des ressources du pays, corruption systémique de tous les pans de l'économie, impunité des proches du régime, détérioration du pouvoir d'achat de la majorité de la population, qui aujourd'hui vit avec moins d'un dollar par jour ...

Autant de réalités qui échappent au visiteur de Faya, si ce n'est l'évidente pauvreté de populations qui demeurent à la fois curieuses et timides au contact des étrangers... On se dit qu'ici, en effet, le peu d'argent qu'on transfère pour acheter des bouteilles d'eau ou une babiole artisanale doit avoir un effet

direct positif... Tel serait la vocation du tourisme solidaire ? Car pour l'instant, les investissements ne suivent pas et les infrastructures pour l'accueil des touristes demeurent rudimentaires : des campements sans véritable sanitaire ni eau courante, même au cœur de la ville; une seule auberge, avec monopole sur la bière...

La réalité qui s'offre au visiteur est brute, sans vitrine ni décorum, sans faux-semblant : quoi de plus rare aujourd'hui dans l'expérience du voyageur ?

La verdure de l'oasis de Faya Largeau jaillit comme une source au cœur du désert... Des hommes et des enfants perchés sur les palmiers dattiers secouent des bouquets de fleurs

pour polliniser les régimes de dattes en formation, des chèvres funambules sur des murets de briques de terres vous regardent de haut, des fillettes au timide sourire actionnent la pompe à eau pour remplir les jerricanes... L'eau sort de terre sous un bouquet d'arbustes et se répand dans les jardins. Ailleurs, elle sort d'on ne sait où et forme un ruisseau qui donne au paysage un air tropical... Ou bien est-ce une ressemblance avec le paysage d'il y a 5000 ans, lorsqu'une mer intérieure couvrait le Sahara et que l'oasis était en zone humide ?

Le changement climatique survenu à cette époque a créé la plus vaste étendue désertique du monde et laissé des nappes de natron, dépôt minéral constitué de



Photo: Marine Lefebvre

► Le puits de l'aéroport est aménagé dans un pneu XXL...



Photo: Marine Lefebvre

► Dans les massifs de grès surgissent des sculptures de vent. Dans des cavernes, gravures et peintures rupestres s'offrent aux visiteurs.

carbonate de sodium, vestiges de cette mer intérieure. C'est une ressource précieuse pour les habitants de Faya Largeau dont l'approvisionnement en vivres est traditionnellement tributaire d'échanges basés sur les dattes et le natron, tous deux demeurant les seules ressources locales et continuant de faire l'objet d'un commerce chamelier traditionnel, dont les lentes caravanes se rendant jusqu'au Soudan ou à la capitale.

Au village de Djedi, le directeur d'école, ses élèves et l'association des parents nous accueillent avec solennité pour la mise en place d'un projet de solidarité. Mais ici la vie ne fait pas de cadeau : à la fillette qui s'est sectionné le doigt en actionnant la pompe à eau, on fait une poupée de tissu sans même désinfecter sa blessure : il n'y a aucun médicament et le premier dispensaire est à cinq heures de marche. Pas de véhicule non plus. Pour cette fois, sa chance c'est les étrangers de passage qui ont les médicaments et le réflexe d'alerter Point Afrique qui avertit l'infirmerie de la base militaire française. Le médecin passera la voir mais, puisqu'il n'y a pas les moyens

d'entreprendre une chirurgie réparatrice, pratiquera l'ablation d'une phalange assortie d'un traitement antibiotique. La fillette a juste eu les larmes aux yeux, elle n'a pas cédé un sanglot ni un cri. Faute de structures et de moyens, laisser sans soin une enfant dont le doigt est sectionné, voilà entre mille, un cas illustrant pourquoi l'espérance de vie n'excède pas 50 ans... Et aussi ce fatalisme de s'en remettre à Dieu... Mais à qui et à quoi d'autre lorsqu'il n'y a rien ? Et nous étrangers de passage, repartons avec la bonne conscience d'avoir probablement pour cette fois contribué à sauver une vie et d'avoir laissé au directeur de l'école la charge de distribuer le stock de médicaments en fonction des besoins... Ce n'est pas cette furtive éclaircie qui suffira à changer les statistiques...

Nous repartons, il est temps, traversons le rideau de verdure pour l'appel du Sahara : l'amble des chameaux nous précède et nous montre la voie. Dans les massifs de grès surgissent des sculptures de vent. Dans des cavernes, gravures et peintures rupestres offrent aux visiteurs une émotion „d'explorateur“. Qu'il se pose sur l'horizon ou à ses pieds, le

regard du marcheur s'émerveille et se sent délesté. D'autres vestiges pourtant sont moins glorieux : dans les vastes étendues planes et caillouteuses des regs, des débris métalliques, des squelettes de roquettes et même des restes de chars qui arrêtent le sable.

Au bivouac, autour du feu de camp, le guide de l'ethnie Goram de sa voix légère et douce, raconte les histoires de la guerre ou de la paix. Les chameliers ne parlent pas le français mais se réjouissent de montrer leur savoir-faire et de goûter les friandises que nous sortons des bagages. Par téléphone, nous prenons des nouvelles de la fillette.

Faya Largeau est une vaste palmeraie de 14 000 habitants, à l'orée du somptueux massif du Tibesti et distante de plus de 1000km de la capitale, soit 24h de route en 4X4 et 3-4 jours en transport collectif. Aucun vol civil ne relie l'ancienne ville de garnison à N'Djamena sa capitale, mais un vol ... pour Marseille!

Infos pratiques: [www.point-afrique.com](http://www.point-afrique.com) ou par téléphone 04 75 97 20 40.

## Philippinen

## Pershings bleierner Schatten

Die philippinische Hafenstadt Zamboanga war Frontstadt für Kolonisatoren, Rebellen und US-Militärs. Im September 2013 lieferten sich Regierungssoldaten und Moro-Rebellen drei Wochen lang erbitterte Straßenkämpfe. Auch ein Jahr später leben noch immer zahlreiche in Folge der Kampfhandlungen Vertriebene in Notunterkünften.

Rainer Werning

Zamboanga wirkt gelähmt, die Menschen sind wie unter Schock. Die Grünstreifen auf dem Weg vom Flughafen der philippinischen Hafenstadt entlang der einst prachtvollen Uferpromenade ins Stadtzentrum sind übersät mit Zelten. Unterkünfte für die Badjao sind das, Seenomaden, die Werbefachleute der Tourismusbranche gern folkloristisch als „Seezigeuner mit den erstaunlichsten Tauchtalenten“ anpreisen. Hier sind sie auf Almosen angewiesen. Im Oktober und November 2013 verschlechterten zwei Naturkatastrophen die ohnehin prekäre Situation der Badjao dramatisch: Auf ein schweres Erdbeben auf der zentralphilippinischen Insel Bohol folgte nur einen Monat später der heftigste jemals gemessene Supertaifun. „Haiyan“, der dort „Yolanda“ genannt wurde, verwüstete die Nachbarinseln Samar, Leyte und Cebu.

„Hey, Joe!“ erschallt es auf dem zentralen Platz in „Zambo“ aus etlichen Kehlen. Die Bezeichnung „Joe“ hat Tradition. Spätestens seit Ende des Zweiten Weltkriegs hat sich das als durchaus wohlgemeinter Willkommensgruß für „Americanos“ eingebürgert. Damit sind nicht nur die Landsleute der ehemaligen Kolonialmacht USA gemeint, die die Inseln von 1898 bis 1946 beherrschten. Heute ist jeder Ausländer einfach ein „Joe“. „Ein Foto, ein Foto!“ fordern die versammelten Kinder. Sie sitzen im Schatten eines Denkmals, das sie nicht einordnen können. Dennoch ist hier einer der begehrtesten öffentlichen Plätze in der



Photo: Rainer Werning

► Zamboangas Stadtteil Rio Hondo, einst mehrheitlich von Muslimen bewohnt, wurde nach der zwangsweisen Evakuierung der Zivilbevölkerung von philippinischen Streitkräften unter Beschuss genommen und völlig zerstört.

Stadt, um im engsten Freundeskreis gemeinsam fröhlich zu sein und feixend um die Wette zu sims.

### Seite an Seite mit den USA

Nirgendwo sonst in den Philippinen befindet sich neben der Plaza Rizal, die landesweit an den Nationalhelden Dr. José Rizal erinnert, auch eine Plaza Pershing. Der US-Amerikaner John Joseph Pershing, als Kommandeur einer afroamerikanischen Truppe „Black Jack“ genannt, war um die vorletzte Jahrhundertwende überall dort im Einsatz, wo „Uncle Sam“ seine imperialen Kalküle verfolgte – in der Karibik ebenso wie in

Fernost. Auf die Philippinen verschlug es den General um 1900, neun Jahre später war er Militärgouverneur der Moro-Provinz. Seine Verehrer in den USA himmelten den höchstdekorierten Militär ihres Landes geradezu an. Sein Biograph, der Militärhistoriker Frank E. Vandiver, verstieg sich sogar zu der Bemerkung, „Black Jack“ rangiere nach Jesus als zweitgrößte Persönlichkeit.

Profane NATO-Strategen wußten offensichtlich auch um seine Durchschlagskraft. Immerhin wurden zu Beginn der 1980er Jahre in Westeuropa neben Marschflugkörpern auch „Pershing“-Raketen mit kurzer und mittlerer Reichweite und thermonukle-



arem Sprengkopf aufgefahren. So sollte die vermeintliche militärische Überlegenheit der Sowjetunion gebrochen werden. Für die Moros war Pershing bestenfalls ein Dragoner, in der Provinz Sulu gilt er noch heute als „Schlächter“.

Andere Besonderheiten der Innenstadt erinnern an die Jahrhunderte währende spanische Kolonialära von 1571 bis 1898. Nur in „Zambo“ hat sich mit der Sprache Chavacano ein kreolisches Spanisch behauptet, worauf vor allem die Begüterten und auf Etikette bedachten Zamboanguenos stolz sind. Die Präsenz von Soldaten erfüllte und erfüllt die Elite und die Geschäftswelt der Stadt, die sich offiziell „Asia's Latin City“ nennt, seit eh und je mit Hochgefühl. Schon im 17. Jahrhundert errichteten die Spanier hier die Zitadelle ihrer geistlichen und weltlichen Macht. Die prunkvoll herausgeputzte Real Fuerza de Nuestra Señora del Pilar de Zaragoza ließ sich als Kirche ebenso nutzen wie als Trutzburg. Heute kurz als Fort Pilar bekannt, beherbergt diese Festung eine Außenstelle des philippinischen Nationalmuseums. Ging es damals um die Bekämpfung von Piraten und Kriege gegen die Moros, stehen heute in der Hightechvariante des Forts, im Militärkomplex Camp Navarro, philippinische Soldaten Seite an Seite mit US-Spezialeinheiten in Gefechtsbereitschaft. Ihr Auftrag: Die Bekämpfung der als terroristisch eingestuften Abu-Sayyaf-Gruppe und muslimischer Widerstandsorganisationen, die außerhalb der Moro Islamischen Befreiungsfront (MILF) operieren. Mit der MILF wurde nach langen Verhandlungen im Frühjahr ein Friedensabkommen geschlossen, das bis Mitte 2016 umgesetzt werden soll. Dann nämlich endet die Amtszeit von Präsident Benigno S. Aquino III.

Camp Navarro war während der Präsidentschaft von Ferdinand E. Marcos 1966 bis 1986 mit seinem dort ansässigen Südkommando das Zentrum und die Schaltzentrale der Kriegführung im Süden. Vor wenigen Jahren wurde es in Western Mindanao Command (West-

mincom) umbenannt. Dieses wird jetzt aufgewertet. Rechtzeitig zum Besuch von US-Präsident Barack Obama wurde in Manila am 28. April zeremoniell die beidseitige militärische Zusammenarbeit gestärkt. Das neue „Abkommen über erweiterte Verteidigungskooperation“ (AEDC) sieht unter anderem die Aufstockung der US-Truppen in Camp Navarro sowie die verstärkte Nutzung des Hafens und der Edwin Andrews Air Base der philippinischen Luftwaffe vor. Der große Rivale, die Volksrepublik China, soll in Schach gehalten und daran gehindert werden, die immer schärfer werdenden Auseinandersetzungen um Besitzansprüche von Inseln im Südchinesischen Meer zu seinen Gunsten zu entscheiden. Das Randmeer des Pazifischen Ozeans verzeichnet die Regierung in Manila auf eigenen Landkarten mittlerweile als „Westphilippinisches Meer“.

## Krieg in der Stadt

„Offensichtlich sind die Militärs und die Regierung in Washington auf Feindbildprojektionen angewiesen“, sagt Juan Climaco Elago II, von Freunden kurz

„Kim“ genannt. „Westmincom – das ist wie ein Tabernakel, zu dem nur amerikanische Hohepriester Zugang haben. Das muß man sich vorstellen: Innerhalb dieses Komplexes gibt es einen Bereich, zu dem selbst philippinischen Generälen der Zutritt versperrt ist – extraterritoriale Immunität pur“, fügt er mit einem verschmitzten Lächeln hinzu. Der Aktivist ist von Haus aus Jurist und langjähriges Mitglied im Stadtrat von Zamboanga. Ich treffe ihn in seinem Büro, das sich im Stadtkern ganz in der Nähe des Rathauses und der Plaza Pershing befindet. „Und dann das – eigentlich schier unvorstellbar! Ausgerechnet in dieser Stadt mit dieser Tradition und diesem ausgedehnten Militärkomplex herrschte im September 2013 Krieg“, ereifert sich Kim. „Drei Wochen lang. Die Medien berichteten abwechselnd von einer Pattsituation oder einer Belagerung. Nein, das war Krieg, der direkt in der Stadt ausgefochten wurde! Ambulanzen konnten nicht ausrücken, weil überall Scharfschützen lauerten. Die Feuerwehr war machtlos; löschte sie einen Brand, waren andernorts drei, vier neue Brandherde entstanden. Das



Photo: Rainer Werning

► Zamboanga liegt im Südwesten der Insel Mindanao auf den Philippinen.



gesamte öffentliche Leben lag lahm. Von acht Uhr abends bis fünf Uhr in der Frühe herrschte Ausgangssperre.“

In der Nacht vom 8. auf den 9. September 2013 war es zwischen Polizisten und Mitgliedern der Moro Nationalen Befreiungsfront (MNLF) zu einem Handgemenge gekommen. Die Lage eskalierte, als einige MNLF-Leute von Sicherheitskräften wegen Waffenbesitzes festgenommen wurden. Die MNLF hatte angekündigt, am 9. September friedlich Richtung Rathaus zu marschieren und dort ihre Flagge zu hissen – aus Protest dagegen, daß sie von den laufenden Friedensgesprächen zwischen der Regierung und der rivalisierenden MILF ausgeschlossen sind. Doch die beabsichtigte Demonstration wurde rasch zu einem Aufmarsch zweier bewaffneter Lager. Regierungstruppen auf der einen Seite, die den Befehl erhielten, den MNLF-Marsch zu stoppen. Auf der anderen Seite bewaffnete MNLF-Kämpfer, die von den Nachbarinseln Jolo und Basilan aus mit Schnellbooten in Zamboangas küstennahen Stadtvierteln Mariki, Rio Hondo, Santa Barbara und Santa Catalina gelandet waren. Bis zum 28. September herrschte Kriegszustand, auch weil die Regierung auf eine militärische Lösung des Problems drängte. Präsident Aquino, der Mitte September mehrere Tage selbst in Zamboanga weilte, spielte dort den Krieger, während er sich in Manila aufgrund der Verhandlungen mit der MILF als Friedensapostel gab.

## Notunterkünfte im Schlamm

Ershad J. Tawasil, ein agiler, stämmig gebauter Mann Anfang dreißig, leitet das Büro des Mindanao Human Rights Action Centers (MinHRAC) in Zamboanga City und ist auch für die vorgelagerte Insel Basilan zuständig. MinHRAC ist eine der Organisationen, die sich für die Belange der Flüchtlinge einsetzt. Sein Job hält ihn ständig auf Trab. Er verspürt eine große Verantwortung, zumal er und seine Familie



Photo: Rainer Werning

► Die Einfahrt zu Rio Hondo wird von Militärs streng bewacht. Den früheren Bewohnern des Stadtteils wird eine Rückkehr verweigert.

schon das zweite Mal ihr Hab und Gut verloren haben. Das erste Mal auf der Insel Jolo und dann im September 2013 ihr Haus in Rio Hondo. „Die Leute, die dort lebten, sind überwiegend städtische Arme und Muslime, die vor Jahren vor den Kriegswirren auf Jolo und Basilan in Zamboanga Sicherheit suchten“, erklärt Ershad. Verbittert fügt er hinzu: „Den Stadtoberen waren diese Menschen

immer ein Dorn im Auge; sie sahen in ihnen nur Squatters, arme Schlucker ohne Land und Besitztitel.“ Er selbst und seine Familie hätten noch Glück gehabt. Sie gehörten zu dem kleinen Kreis derjenigen, die Mitte der 1970er Jahre vom damaligen Präsidenten Marcos das Recht auf ein Stück Land in Rio Hondo verbrieft bekommen hatten.

Gemeinsam besuchen wir mehrere

der über 30 größeren und kleineren Evakuierungszentren, die über die ganze Stadt verstreut sind. Im vergangenen September wurden nicht nur 200 Menschen getötet – die Regierung spricht von 25 Opfern unter den eigenen Sicherheitskräften – und Hunderte verletzt. Es wurden auch annähernd 11.000 Häuser zerstört und etwa 40 Hektar Land in einen Schutthaufen verwandelt. Mindestens 130.000 Menschen (einige Quellen sprechen von 158.000) sind im Zuge der Kampfhandlungen obdachlos geworden. Und das bei einer Gesamtbevölkerung, die laut letztem Zensus aus dem Jahr 2010 807.000 Einwohner zählt.

Das Gros der Flüchtlinge lebt noch immer in Notunterkünften, die von Regengüssen im Nu in Schlammflöcher verwandelt werden. Der Joaquin Enriquez Sports Complex, das größte Evakuierungszentrum, dient derzeit noch immer einigen tausend Menschen als Zufluchtsort. Denguefieber hat bereits über 120 Menschen, meist Kinder, dahingerafft. Die sanitären Anlagen sind miserabel. Es stinkt buchstäblich zum Himmel. Die Tribünen des Stadions dienen Familien als Schlafstätten. Wo immer wir hinkommen, scharen sich Menschentrauben um uns. Immer wieder dieselben bohrenden Fragen: „Warum jagten die Soldaten uns aus den Häusern, um nach MNLF-Kämpfern zu suchen? Warum gingen, als wir schon weg waren, unsere Häuser auf einmal in Flammen auf? Wieso sind gerade die Viertel zerstört, die größtenteils von Moslems bewohnt waren?“ Die Regierung behauptet, es seien MNLF-Kämpfer gewesen, die das alles verursacht hätten. Glauben schenkt ihnen hier niemand.

## Manipulierte Rebellen?

Die Stadtverwaltung hat bereits Anfang Oktober 2013 anlässlich ihrer ersten ordentlichen Sitzung nach dem Militäreinsatz die Einsetzung einer staatlichen Untersuchungskommission beantragt. Daraus ist bis dato nichts geworden. Und daraus wird wohl auch

nichts. Denn hartnäckig halten sich die Gerüchte, daß die Schießereien einigen Politikern in Manila vorzüglich ins Kalkül paßten, da sie seit Sommer 2013 in den gewaltigsten Korruptionsskandal verwickelt sind, den das Land in der letzten Zeit erlebte. Es geht um mindestens zehn Milliarden Peso (ca.

**Hartnäckig halten sich die Gerüchte, daß die Schießereien einigen Politikern in Manila vorzüglich ins Kalkül paßten, da sie seit Sommer 2013 in den gewaltigsten Korruptionsskandal verwickelt sind, den das Land in der letzten Zeit erlebte.**

170 Millionen Euro) an staatlichen Hilfgeldern, die in den Privattaschen von Senatoren und Kongreßabgeordneten verschwunden sein sollen. Im Zentrum des Skandals steht mit dem 90jährigen Senator Juan Ponce Enrile ein äußerst einflußreicher Mann. Enrile war nicht nur Marcos' Verteidigungsminister und Kriegsrechtsverwalter. Als überaus vermögender Jurist und bis vor kurzem noch Senatspräsident verfügt er zudem über beste Verbindungen zu mächtigen Geschäftsleuten und hochrangigen Militärs. Seine für markige Worte bekannte Kollegin, Senatorin Miriam Defensor-Santiago, macht keinen Hehl daraus, daß Enrile in ihren Augen der Drahtzieher des Desasters in Zamboanga ist.

Tatsächlich deuten starke Indizien in diese Richtung: Den MNLF-Kämpfern, die brandneue Uniformen trugen, wurden pro Nase 20.000 Peso versprochen – 10.000 vor und nochmals 10.000 nach ihrem „Einsatz“. Und schließlich sind Enrile und die MNLF-Führung unter Nur Misuari, wenngleich aus völlig unterschiedlichen Motiven, knallharte Gegner des Friedensabkommens zwischen der Regierung und der MILF.

Die seit Sommer 2013 amtierende Bürgermeisterin Zamboangas, Maria Isabelle Climaco-Salazar, hat jenen Flüchtlingen eine Rückkehr in ihre Viertel in Aussicht gestellt, die über

entsprechende Landtitel verfügen. Nur: Wer hat die noch? Was auf den nördlichen Visaya-Inseln nach dem Supertaifun Gestalt annimmt, wird bald wohl auch in Zamboanga eintreten – ein schockartig organisierter Disaster-Kapitalismus. Ein Troß gewiefter Geschäftsleute und Investoren, assistiert von

hochdotierten Juristen und ausgestattet mit den „richtigen Papieren“, verkündet vollmundig einen Wiederaufbau – besser und schöner als zuvor –, um sogleich Blaupausen zu präsentieren, wo und in welcher Ausstattung neue Eigentumswohnungen, Einkaufszentren, Vergnügungsparks und so weiter entstehen sollen. ■

---

*Dr. Rainer Werning, Politikwissenschaftler & Publizist mit dem Schwerpunkt Südost- und Ostasien, befasst sich seit 1970 mit den Philippinen. Er ist u.a. Koherausgeber des mittlerweile in 4. Aufl. vorliegenden „Handbuch Philippinen“ sowie Philippinen- & Korea-Dozent an der Akademie für Internationale Zusammenarbeit (AIZ), Bad Honnef.*

## Palestine

## Séjour en Palestine: La résistance s'organise

Suite de l'article „Séjour en Palestine, victime de l'apartheid“, paru dans le numéro 283 de la revue Brennpunkt Drëtt Welt en juin 2014.

Jean Feyder

Nous rencontrons à notre hôtel, au centre de Jérusalem, Yehuda Shaul, un des co-fondateurs en 2004 de l'initiative 'Breaking the Silence' (BTS). BTS a été créé par des soldats israéliens qui ont été choqués, révoltés par les pratiques de l'armée israélienne dans les territoires occupés et notamment à Hébron où quelque 3000 soldats doivent protéger de 600 à 800 colons fondamentalistes qui se distinguent par leur haine, leur attitude raciste, viscéralement et ouvertement hostile à l'égard des Palestiniens. Des incidents violents éclatent régulièrement entre ces colons et les Palestiniens qui, au centre de la ville, vivent sous la menace permanente de nouvelles expropriations de leurs maisons.

Nous trouvons en Yehuda un dirigeant solide, énergique et déterminé. Il nous raconte qu'une soixantaine de soldats israéliens ont commencé par organiser une exposition sur Hébron qui a eu beaucoup de succès et qui a même été montrée à la Knesset. Ce succès les a motivés à créer l'organisation BTS qui a comme objectif de mettre fin à l'occupation. Chaque année, BTS compte sur quelque 90 nouveaux membres. Elle organise des tours à Hébron pour des Israéliens.

Analysant l'attitude des différents Etats membres de l'Union Européenne, Yehuda a fait l'éloge des pays comme le Luxembourg, qui lors du vote à l'ONU sur l'admission de la Palestine comme Etat observateur à l'ONU, se sont fortement engagés au sein de l'UE en faveur de cette admission. BST présentera l'exposition en avril 2015 à Luxembourg sur initiative du Comité pour une Paix Juste.



Photo: Tali Caspi flickr.com CC

► A Hébron, quelque 3000 soldats doivent protéger 600 à 800 colons israéliens.

Commentant les négociations d'un règlement de paix alors encore en cours, mais sur le point de s'arrêter, Yehuda a estimé que le secrétaire d'Etat des Etats Unies John Kerry fait le jeu de la droite israélienne. Ces efforts ne mènent à rien. Il a estimé qu'Israël n'a pas à s'immiscer dans la conception d'un futur Etat palestinien. Aux Palestiniens d'assumer eux-mêmes et sans interférence externe l'exercice de leur droit à l'autodétermination.

### Stop the wall

A Ramallah, nous rencontrons d'abord Jamal Juma qui est le coordinateur de la campagne *Stop the Wall*. Quand la construction du mur de séparation a commencé, nous explique-t-il, ce fut au Nord de la Cisjordanie, ce qui

n'a pas été un hasard. Le gouvernement d'Israël s'est rendu compte que l'opposition la plus solide à l'occupation et au Mur allait venir du Nord.

Le Mur a conduit à l'accaparement et au contrôle par l'armée israélienne de vastes zones de terres cultivées, de ressources d'eau qui sont les bases des conditions de vie de milliers de paysans palestiniens et de leurs familles. Les bulldozers israéliens ont littéralement décimé leurs terres. Quelque 100 000 arbres d'oliviers ont été déracinés, 36 km de canaux d'irrigation ont été complètement endommagés et 22 aquifères ont été saccagés.

La résistance contre le mur a commencé en septembre 2002. Un groupe d'ONG engagées ont alors lancé la campagne contre le Mur d'Apartheid. C'est cette campagne qui a été à l'origine



du mouvement qui a soumis la question du mur de séparation devant la Cour Internationale de Justice (CJI). En 2004, la CJI avait reconnu le caractère illégal du mur et a invité à son démantèlement.

## La campagne BDS

Un autre entretien nous réunit avec Omar Barghouti, un des principaux initiateurs de la campagne BDS lancée en 2005 par un Collectif de 172 organisations palestiniennes, dont tous les partis politiques. Cette campagne vise, par des moyens pacifiques, des mesures de sanction contre l'Etat d'Israël jusqu'à un arrêt de l'occupation des territoires palestiniens et le respect du droit international. La rencontre nous laisse l'impression de quelqu'un de bien informé, doté d'une grande capacité d'analyse, d'un fin stratège et d'un militant exigeant et très déterminé. Diplômé à la Columbia University, Omar prépare actuellement un PHD en philosophie à l'université de Tel Aviv.

En juin 2013, le gouvernement de Benjamin Netanyahu a déclaré que

la campagne BDS est pour Israël une menace stratégique. Il a mis à disposition un budget de 100 millions de shekel (quelque 22 millions d'euros) pour lancer une action pour contrer cette campagne, pour espionner ses acteurs, pour inviter les pays amis - comme les Etats-Unis ou le Canada - à adopter des lois visant à criminaliser ceux qui en font la promotion.

Nous avons gagné une bataille légale à Washington, nous déclare Barghouti. Il nous parle d'abord de la ville d'Olympia dans l'Etat de Washington dont était originaire Rachel Corrie, la jeune militante écrasée par un bulldozer militaire israélien en 2003, alors qu'elle tentait de s'opposer à la destruction de maisons palestiniennes. Dans cette ville, le magasin alimentaire Food Co-op qui a 15 000 membres, a décidé de se joindre à la campagne BDS et de boycotter les produits d'Israël dans ses magasins. Le lobby juif StandWithUS demandait à la justice de prononcer l'interdiction de ce boycott et de condamner les militants à lui payer de substantiels dommages et intérêts, mais il a perdu son action

en justice. Même l'action en appel a été rejetée.

Barghouti fait référence à l'article qu'il a publié dans le NYT: „*Why Israel fears the boycott?*“. Il y explique qu'Israël a certes une armée extrêmement puissante, dotée des armes les plus sophistiquées et de l'arme nucléaire. Mais il est totalement démuni pour faire face à une opposition civile non-violente, basée sur les droits de l'homme.

Aux Etats-Unis, la question n'est plus tabou. La liberté de parole y importe, même si sur le fonds l'opposition reste. C'est aussi la position que le New York Times a défendue dans un éditorial.

Un succès majeur est le boycott académique contre Israël adopté par 14 organisations académiques américaines, l'American Studies Association. Des milieux juifs américains, comme la American Jewish Voice for Peace, appuient également le BDS.

L'Allemagne s'est retirée de toute action de recherche avec des entités israéliennes engagées dans les colonies. En Belgique des entreprises se sont retirées de projets avec Israël. Sodastream a perdu 14 % de sa valeur en bourse. Cette multinationale israélienne fabrique des appareils de gazéification de boissons, en particulier dans la colonie de Maale Adumin. Elle exporte sous le label 'Made in Israël' ce qui est contraire à la législation en vigueur dans l'UE. L'association irlandaise des instituteurs a endossé pleinement la campagne. Ceux de la Belgique francophone ont fait de même.

Barghouti évoque la décision prise par le Fonds de compensation luxembourgeois (qui exclut cinq des plus grandes banques et plusieurs autres compagnies israéliennes de tout investissement). Ce qui doit faire l'objet du boycott, c'est l'entreprise concernée, pas seulement leurs opérations dans les colonies. Ce qui est à sanctionner, c'est le criminel, non pas le crime. Dans la campagne BDS, nous ne cherchons pas à boycotter les produits, car Israël rend la traçabilité des produits impossible, explique Barghouti. Ils mélangent et



Photo: Ferras Essa (Inital) flickroom CC

► Omar Barghouti est un des principaux initiateurs de la campagne BDS.





Photo: Jean Feyder

► La construction du mur de séparation a conduit à l'accaparement et au contrôle par l'armée israélienne de vastes zones de terres cultivées.

conduisent en erreur le consommateur sur l'origine des produits.

### La Palestine, une poubelle économique pour Israël

Il y a 50 lois racistes en Israël. La question la plus importante est le droit au retour. La population palestinienne compte 11,8 millions de personnes. Seulement 38% se trouvent dans les territoires palestiniens occupés (TPO), 12 % en Israël, tandis que 50 % sont en exil dont 44% de réfugiés dans les pays voisins.

Les Palestiniens en Israël n'ont pas le droit d'y déplacer leur lieu d'habitation. Omar Barghouti nous raconte l'histoire du village d'Ayn Hawd près de Haïfa, dont les Palestiniens ont été chassés durant l'opération de purification ethnique menée à bien par les milices israéliennes en 1948. En 1953, Israël a établi dans ce village une colonie d'artistes. Résultat: Les Palestiniens chassés de leur village ont pu s'établir sur les collines avois-

nantes d'où ils peuvent regarder sur leur ancien village, mais ils n'ont pas le droit d'y aller, encore moins de s'y installer.

Quant à la situation économique de la Palestine, Barghouti nous explique que le manque d'autonomie économique de la Palestine est due à trois raisons.

Premièrement, la Palestine dépend entièrement d'Israël pour son économie et Israël utilise les Territoires Palestiniens Occupés (TPO) comme une décharge (a dump). En Israël, les entreprises ont deux lignes de production: la première pour des produits destinés à Israël et devant respecter une série de normes et de standards, une deuxième pour les produits destinés au marché de la Cisjordanie et soumis à aucun contrôle de qualité. Ainsi Israël vend des pesticides dans les TPO qui ne sont plus autorisés en Israël ou en Europe, d'où l'augmentation des taux de cancer dans les TPO. D'ailleurs, Israël se débarrasse de ses déchets nucléaires dans un espace au Sud de Hébron.

Deuxièmement, la politique menée

par l'Autorité Palestinienne est loin d'être satisfaisante. Elle dépense un tiers de son budget pour la sécurité et très peu pour l'économie, comme par exemple l'agriculture.

Troisièmement, les consciences ont été colonisées: Les Palestiniens pensent que les produits israéliens sont meilleurs.

Au cours de la discussion qui a suivi et à l'occasion de contacts ultérieurs nous avons évoqué la question si la campagne BDS ne pourrait pas comprendre un volet visant à décoloniser les esprits, à informer les Palestiniens d'une alimentation saine, des dangers que présentent les semences, les pesticides, les produits originaires d'Israël et de promouvoir la pratique 'Manger sain, manger palestinien' Le tout joint à une promotion d'une agriculture agro-écologique. ■

*Jean Feyder est membre du Comité pour une Paix Juste (CPJPO).*

# Le coin des lectures



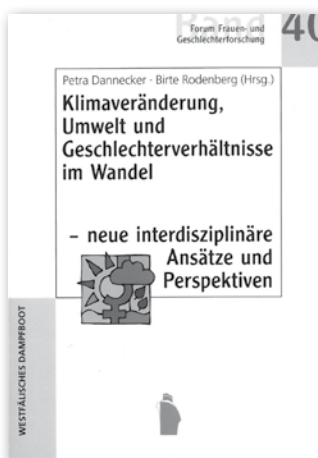
## Vivre en famille, c'est notre espoir

Des parents issus de milieu défavorisé nous partagent leur vision, leurs rêves, et leur espoir toujours présent de „pouvoir vivre en famille“, mais aussi les difficultés et les souffrances qu'ils rencontrent. Ils lancent un appel à développer les chemins d'un dialogue avec la société et d'une collaboration réussie avec tous les professionnels de l'enfance et de la famille. Des personnalités engagées pour les droits de l'homme et quelques professionnels apportent leurs réflexions éclairantes. „Vivre en famille, c'est notre espoir“ se veut être un outil de sensibilisation, de dialogue et de réflexion.

A emprunter au CITIM ou à commander auprès du Mouvement ATD Quart Monde asbl, (tél : 43 53 24, fax : 426162, email: atdquamo@pt.lu). Prix du livre: 15 euros.



Mouvement ATD Quart Monde, 2014



## Petra Dannecker, Birte Rodenberg (Hrsg.) : Klimaveränderung, Umwelt und Geschlechterverhältnisse im Wandel

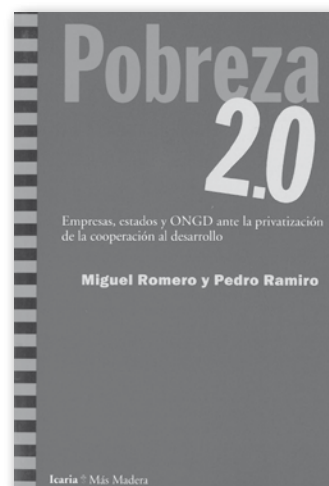
Die Beiträge des Bandes analysieren aus unterschiedlichen disziplinären Perspektiven Aspekte der beobachtbaren klimatischen Transformation und den damit verschränkten politischen sowie gesellschaftlichen Prozessen auf unterschiedlichen Ebenen, um zu zeigen, dass Umweltzerstörung und Klimawandel, aber auch die gesellschaftspolitischen Diskurse und Prozesse nicht geschlechtsneutral sind. Frauen nicht nur Opfer dieser Entwicklungen, sondern auch Akteurinnen des Wandels.

Westfälisches Dampfboot, 2014: 227 Seiten

## Miguel Romero y Pedro Ramiro: Pobreza 2.0

Convertir a las personas pobres en consumidoras y a la pobreza en un negocio rentable para las grandes corporaciones; construir un relato en el que las privatizaciones se presentan como „alianzas público-privadas“ y que, con la justificación de luchar contra la pobreza, consolide los pilares del mercado; alinear las estrategias de cooperación con los intereses comerciales de las compañías multinacionales; y lograr que las ONGD consideren a las empresas transnacionales como sus aliadas. Estos son los principales objetivos de las estrategias empresariales que, contando con el apoyo de los gobiernos de los países centrales y los organismos públicos internacionales, están modificando todo el panorama de la cooperación para el desarrollo.

Icaria, 2014: 151 páginas



# Agenda CITIM

octobre /  
novembre

14 octobre



## Présentation de livre avec Jean Dib Ndour

Jean Dib Ndour, originaire du Sénégal, présentera un extrait de son dernier ouvrage „Itinéraire d'un enfant d'Afrique“. Le récit du petit garçon, poli par le regard de l'homme adulte nous fait partager les mystères, la magie, la joie de l'Afrique, mais aussi ses souffrances, ses difficultés et ses interrogations. L'Afrique qui traite ses femmes comme des reines et considère ses handicapés comme des exemples à méditer. **Mardi, le 14 octobre de 12h30 à 13h30 au CITIM.**

16 octobre



## Lunch-débat: vers une aggravation de la situation pour les pays d'Afrique de l'Ouest ?

Près d'une personne sur 4 souffre de la faim en Afrique sub-saharienne : l'Union européenne prétend lutter contre la faim mais contraint ses partenaires ouest-africains à signer des accords de partenariat économique qui vont fragiliser encore davantage les économies de ces pays ruraux. Inoussa Maïga, journaliste burkinabé nous éclairera sur les enjeux de ces accords. Organisé par SOS Faim et l'ASTM. **Jeudi, le 16 octobre de 12h30 à 14h au CITIM**

6. November



## Informationsversammlung Rucksackbibliothek 2014/2015

Die Bücher der Rucksackbibliothek wandern von Januar bis Juli von Klasse zu Klasse. Sie bieten, neben Leseförderung, einen Einblick in das Leben und die Kulturen der Länder des Südens. Die Kinder durften sich Bücher aussuchen, zum Lesen mit nach Hause nehmen und anschließend etwas dazu im beiliegenden Album malen, basteln oder schreiben. Die Rucksackbibliothek richtet sich an alle Schulklassen des Vor- und Grundschulunterrichts. Das CITIM organisiert am **Donnerstag, dem 6. November um 15 Uhr eine Informationsversammlung** für alle LehrerInnen die an der Rucksackbibliothek teilnehmen möchten. Anmeldung unter [citim@astm.lu](mailto:citim@astm.lu)

Mehr Informationen auf [www.citim.lu](http://www.citim.lu) / En savoir plus [www.citim.lu](http://www.citim.lu)

Le Centre d'Information Tiers Monde (CITIM) est une bibliothèque de prêt qui propose, depuis 1982, une documentation spécialisée sur la coopération internationale et le développement durable. Au CITIM vous trouvez des ouvrages thématiques et scientifiques, de la littérature, des livres pour enfants et adolescents, des journaux spécialisés, du matériel et des coffres pédagogiques. L'emprunt du matériel est gratuit.

**55, avenue de la Liberté - Luxembourg-Gare**

tél.: 400 427-31 / [citim@astm.lu](mailto:citim@astm.lu) / [www.citim.lu](http://www.citim.lu)


Heures d'ouverture: ma: 14h-18h, me-ve: 11h-18h, sa: 11h-13h

Le CITIM est un service de l'Action Solidarité Tiers Monde

**citim**

CENTRE D'INFORMATION TIERS MONDE





## Mettez votre projet sur pied

Vous êtes un entrepreneur ou un particulier qui cherche à financer un projet écologique et/ou social. En partenariat avec la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg (BCEE), etika propose une offre de crédit à taux réduit pour soutenir de tels projets au Luxembourg. Contactez-nous pour en savoir plus et économisez sur vos intérêts bancaires!

  
**SPUERKEESS**  
Aert Liewen. Är Bank.

 **etika**  
Initiativ fir Alternativ  
Finanzéierung